

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
Hôtel de la Communauté
1171 Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex
Tél. 04.90.67.10.13 - Fax.04.90.60.59.09

DÉCISIONS

1^{er} SEMESTRE 2018

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2018 – 1^{er} semestre

TABLE DES MATIÈRES DES D É C I S I O N S

N°	Objet	Date de création	Date visa Préfecture
2018-01	Convention de prestation d'hébergement dans le cadre de la convention annuelle ADCF organisée les 3,4 et 5 octobre 2018	16/01/18	17/01/18
2018-02	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune d'Aubignan pour la transformation de la cantine en self.	19/01/18	01/02/18
2018-03	Cession de trois caisses à végétaux	19/01/18	24/01/18
2018-04	Cession d'une benne à ordures ménagères	19/01/18	24/01/18
2018-05	Cession d'une mini benne à ordures ménagères	19/01/18	24/01/18
2018-06	Cession d'une benne à ordures ménagères	19/01/18	24/01/18
2018-07	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente du lot n°3 à Carpentras à l'association APEI	21/03/18	23/03/18
2018-08	Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2017 « lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA »	24/01/18	25/01/18
2018-09	Régularisation des emprises après travaux du PEM auprès de SNCF RESEAU	07/02/18	07/02/18
2018-10	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente Centre d'Affaires	08/02/18	06/02/18
2018-11	Cession d'un cribleur de compost	16/02/18	16/02/18
2018-12	Annulée		
2018-13	Annulée		
2018-14	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de Bédoin pour la pour la requalification de la place frères Provane – phase de conception.	16/03/18	28/03/18
2018-15	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de Bédoin pour la requalification de l'ancienne caserne de pompiers en office de tourisme - phase de conception.	16/03/18	28/03/18
2018-16	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de Bédoin pour la conduite de l'opération travaux de restauration de l'église Saint-Pierre	16/03/18	28/03/18
2018-17	Convention d'autorisation d'occupation temporaire d'une partie de propriété privée	16/03/18	19/03/18
2018-18	Convention de mise à disposition AMO entre la CoVe et la Commune de La Roque sur Pernes pour la conduite des opérations de travaux de rénovation et de mise en accessibilité de la salle des fêtes	22/03/18	04/05/18
2018-19	Cession d'un véhicule nacelle	22/03/18	23/03/18
2018-20	Cession d'une benne à ordures ménagères	22/03/18	24/04/18
2018-21	Cession d'une goudronneuse	22/03/18	24/04/18
2108-22	Désignation d'un avocat pour représenter la CoVe en Justice	22/03/18	06/04/18
2018-23	Annulée		
2018-24	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section bio281 et bio285 à Carpentras à la SCI Marean	20/04/18	20/04/18
2018-25	Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente de la parcelle cadastrée bk n°1079 et 1080 du site du marché gare - commune de Carpentras	20/04/18	20/04/18

N°	Objet	Date de création	Date visa Préfecture
2018-26	Compromis de vente portant sur la parcelle CK n°140 – commune de Mazan	04/05/18	19/06/18
2018-27	Cession d'une camionnette plateau	04/05/18	18/05/18
2018-28	Cession d'un camion ampliroll	04/05/18	18/05/18
2018-29	Cession d'un camion tribenne	04/05/18	18/05/18
2018-30	Cession d'un caisson aspire feuilles	04/05/18	18/05/18
2018-31	Cession d'un tracteur	04/05/18	18/05/18
2018-32	Cession d'un tracteur	04/05/18	18/05/18
2018-33	Cession d'un retourneur d'andains pour compost	04/05/18	18/05/18
2018-34	Cession d'un tracteur	04/05/18	17/05/18
2018-35	convention cadre de formation avec le centre national de la fonction publique territoriale – année 2018	04/05/18	04/05/18
2018-36	cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente de la parcelle cadastrée bk n°1077 du site du marché gare - commune de Carpentras	11/05/18	11/05/18
2018-37	Demande de subvention pour la création d'une déchèterie à Carpentras	14/05/18	15/05/18
2018-38	Demande de subvention pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras à vocation économique	14/05/18	15/05/18
2018-39	Déclaration préalable de travaux sur l'école de Modène	17/05/18	18/05/18
2018-40	Annulée		
2018-41	Annulée		
2018-42	Mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association de l'amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de le Barroux	23/05/18	01/06/18
2018-43	Dépôt d'un permis d'aménager modificatif pour le lotissement Durbesson	23/05/18	23/05/18
2018-44	Annulée		
2018-45	Demande de subvention pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras à vocation économique	06/06/18	06/06/18
2018-46	Annulée		
2018-47	Demande de permis de démolir du mas sis sur sis sur la ZA du PIOL à Mazan	21/06/18	06/07/18

Affiché le : 17 JAN 2018

Rendu exécutoire le : 17 JAN 2018

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
N°2018 - 01

**OBJET : CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE D'HÉBERGEMENT DANS LE CADRE DE LA
CONVENTION ANNUELLE DE L'A.D.C.F.**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu le Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,

Vu le Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, modifié par le Décret n°2007-23 du 5 janvier 2007,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté 2014-1297 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services,

Considérant l'utilité de la participation d'une délégation d'élus et de fonctionnaires de la CoVe à la convention annuelle de l'Association des Communautés de France (ADCF), à laquelle la CoVe adhère, organisée à Deauville les 3, 4 et 5 octobre 2018,

Considérant que l'éloignement du lieu de la manifestation par rapport à la résidence administrative sise à Carpentras, nécessite de pourvoir au logement de la délégation pour les nuitées du 3 et 4 octobre 2018,

Considérant le projet de convention à cet effet entre la CoVe et l'hôtel Ibis Deauville Centre, sis 9 quai de la Marine – 14 800 Deauville, représenté par sa directrice, Madame Isabelle Rivière,

DECIDE

Article 1^{er} :

DE SIGNER la convention de prestation de service d'hébergement avec l'hôtel Ibis Deauville Centre, pour un montant de 2168 € (deux mille cent soixante huit euros) TTC, telle qu'annexée à la présente décision.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 16 janvier 2018

Pour le président de la CoVe et par délégation,
Le Directeur général des services


Laurent Marteau

5.6.3. Mandats spéciaux et frais de déplacement des élus

Acquitté en PREFECTURE le: 17/01/2018

**CONVENTION PASSEE AVEC L'HÔTEL IBIS DEAUVILLE CENTRE
DEPLACEMENT DU 3 AU 5 OCTOBRE 2018**

Entre la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin (la CoVe), représentée par son Président Monsieur Francis Adolphe,

Et

Hôtel Ibis Deauville Centre, sis 9 quai de la Marine – 14 800 DEAUVILLE, représenté par sa directrice, Madame Isabelle Rivière.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat (applicable au personnel des collectivités territoriales – décret n°2004-654 du 19 juillet 2001, actualisé par décret n°2007-23 du 5 janvier 2007), prévoit dans son article 5 la possibilité pour les administrations de conclure, dans le respect du code des marchés publics, avec des établissements hôteliers, des contrats ou conventions pour l'organisation des déplacements.
La présente convention s'inscrit dans le cadre de ce dispositif réglementaire.

ARTICLE 1 : OBJET DU DEPLACEMENT ET NOMBRE DE PERSONNES CONCERNEES

Il s'agit pour une délégation d'élus et d'agents de la CoVe d'assister à la convention annuelle de l'ADCF qui doit se tenir à Deauville du 3 au 5 octobre 2018. La délégation sera composée de 10 personnes.

ARTICLE 2 : DETAIL DE LA PRESTATION

Pour les nuits du 3 au 5 octobre 2018 :

10 chambres single x 2 nuits =	1940 €
10 petits déjeuners x 2 :	198 €
Taxe de séjour (10 personnes x2) :	30 €
	TOTAL : 2168 €

ARTICLE 3 : MODALITES DE PAIEMENT

Conformément à l'arrêté du 16 février 2015 fixant les dépenses des collectivités territoriales pouvant être payées avant service fait, la réservation des nuitées sera confirmée par le règlement du montant total du séjour de 2168 €. La prestation sera donc réglée en totalité avant service fait.

La facture sera adressée par l'Hôtel Ibis Deauville Centre et payée par mandat administratif (virement) à réception de la facture du montant total du séjour de 2168 €.

En cas d'annulation intervenant plus de 30 jours avant le début de la manifestation événementielle, l'hôtel conservera, à titre d'indemnité, le montant de 30 % de la facture totale, soit 650,40 €. Le remboursement des 70 % restants sera effectué.

Fait à Carpentras, le 16 janvier 2018

Hôtel Ibis Deauville Centre, Isabelle Rivière Directrice d'établissement	Pour le Président de la CoVe et par délégation, Le directeur général des services Laurent Marteau
--	---

Acquitté en PREFECTURE le: 17/01/2018

Nomenclature 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Transmis en préfecture le : 31 JAN 2018

Affiché le : 31 JAN 2018

Rendu exécutoire le : 31 JAN 2018

République Française

Département de Vaucluse

Arrondissement de Carpentras

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

VENTOUX - COMTAT VENAISSIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

Décision N° 2018-02

OBJET : CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICE D'AMO ENTRE LA COVE ET LA COMMUNE D'AUBIGNAN POUR LA TRANSFORMATION DE LA CANTINE EN SELF.

Le Président de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions au président,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°128-08 du 7 juillet 2008, approuvant la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes membres et autorisant le Président à la signer avec les communes qui en émettent la demande,

Vu la délibération du Conseil municipal d'Aubignan n° 2009-110 du 22 avril 2009, portant adhésion à la convention cadre précitée,

Vu la délibération du Conseil municipal d'Aubignan n° 2017-349 du 05 juillet 2017, approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la commune d'Aubignan pour la transformation de la cantine en self,

Vu le projet de convention de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune d'Aubignan pour la transformation de la cantine en self, en application de la précédente convention cadre,

Considérant que la mise à disposition des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services,

D É C I D E

Article 1 : De signer le projet de convention de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune d'Aubignan pour la transformation de la cantine en self, tel qu'annexé à la présente décision.

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES Cedex 09 - Tél. 04.66.27.37.00 - Fax. 04.66.36.27.86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Carpentras, le 19 JAN 2018
Le Président,

Francis ADOLPHE

Acquitté en PREFECTURE le: 01/02/2018

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE
PHASE ETUDES**

**ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE D'AUBIGNAN
POUR LA TRANSFORMATION DE LA CANTINE EN SELF**

Liminaire :

La commune d'Aubignan ayant approuvé et adhéré à la Convention-cadre de mise à disposition de service Constructions Publiques entre la CoVe et ses communes-membres, approuvée par délibération du Conseil de Communauté n°128-08 en date du 7 juillet 2008 ;

Exposé des motifs :

La commune d'Aubignan a confié à la CoVe une AMO pour créer un réfectoire au CLSH. Après étude de faisabilité, il a été décidé d'annuler cette AMO et de la remplacer par une assistance en la création d'un self dans la cuisine existante.

La commune d'Aubignan ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet (loi MOP, marchés publics, suivi travaux...) ; en revanche, les services de la CoVe emploient des fonctionnaires territoriaux à même de répondre à ce besoin de la commune. La mise à disposition des services de la CoVe à la commune d'Aubignan présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Article 1 : les parties

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis Adolphe, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 28-16 en date du 8 février 2016.

Et d'autre part, la Commune d'Aubignan membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Guy REY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

Article 2 : objet

La commune souhaite améliorer le fonctionnement du réfectoire de sa cantine en y implantant un self. Cette opération devra permettre d'améliorer la capacité d'accueil, la fonctionnalité et le confort acoustique des lieux, et de pouvoir plus facilement s'adapter aux évolutions des effectifs demi-pensionnaires.

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune d'Aubignan pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour la phase études.

Acquitté en PREFECTURE le: 01/02/2018

Article 3 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune d'Aubignan tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 4 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en application de la délibération n°128-08 en date du 7 juillet 2008, recouvre les missions suivantes :

CONCEPTION DE L'OPERATION ETUDES	TOTAL
I.1 Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre <ul style="list-style-type: none">- Assistance à Elaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques)- Conseils sur le suivi de la procédure de passation du marché- Assistance pour le choix du titulaire	3 jours
I.2 Suivi du marché de maîtrise d'œuvre <ul style="list-style-type: none">- Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre- Gestion du marché et suivi des prestations réalisées- Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux- Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux	5 jours
I.3 Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles <ul style="list-style-type: none">- Définition de la mission SPS, OPC et CT- Préparation de la procédure de consultation- Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire- Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.	2 jours
TOTAL JOURS	10 jours
TOTAL EUROS	2 360,00 €

Article 5 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de ce self mobilisera, pour la phase des études, les services à raison de 20 (vingt) demi-journées.

Le forfait de remboursement de la demi-journée de mise à disposition étant fixé à 118 (cent dix-huit) euros à la date de la signature de la présente convention, le total prévisionnel du remboursement s'établira à 2 360 (deux mille trois cent soixante) euros.

Le remboursement est effectué à l'issue de chacune des phases inscrites à l'article 4, par mandat dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 6 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire d'Aubignan,

M. Francis ADOLPHE

M. Guy REY

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT

Affiché le : 24 JAN 2018

Rendu exécutoire le :

24 JAN 2018

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N°2018-03

OBJET : Cession de trois caisses à végétaux

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la délibération du conseil communautaire n° 166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 7 650 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement des équipements de collecte et de traitement des déchets nécessite de réformer certains matériels ;

Vu la proposition de reprise de l'établissement Rossi à Montoux ;

D E C I D E

Article 1 : De céder à l'établissement Rossi trois caisses à végétaux hors d'usage, acquises en 2004, pour un montant de 840,00 €.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 19 janvier 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Laurent MARTEAU



Affiché le : 24 JAN 2018
Rendu exécutoire le : 24 JAN 2018

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N°2018-04

OBJET : Cession d'une benne à ordures ménagères

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la délibération du conseil communautaire n° 166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 7 650 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement Le Figuier à Cocody-Angre (Abidjan- Côte d'Ivoire) ;

D E C I D E

Article 1 : De céder à l'établissement Le Figuier à Cocody-Angre (Abidjan- Côte d'Ivoire), via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 1 721,15 €, hors frais de vente acheteur :

Une benne à ordures ménagères de marque Renault immatriculée DL-638-DQ (anciennement immatriculée 7480 WR 84) acquise en 2000.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 19 janvier 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Laurent MARTEAU



Affiché le :

Rendu exécutoire le :

24 JAN 2018

19 JAN 2018

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N°2018-05

OBJET : Cession d'une mini benne à ordures ménagères

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la délibération du conseil communautaire n° 166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 7 650 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement Corse Dépannage Service à Porto-Vecchio ;

D E C I D E

Article 1 : De céder à l'établissement Corse Dépannage Service à Porto-Vecchio, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 3 118,94 €, hors frais de vente acheteur :

Une mini benne à ordures ménagères de marque Mitsubishi immatriculée DL-598-DQ (anciennement immatriculée 5299 XT 84) acquise en 2004.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 19 janvier 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Laurent MARTEAU



Affiché le : 24 JAN 2018
Rendu exécutoire le : 24 JAN 2018

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N°2018-06

OBJET : Cession d'une benne à ordures ménagères

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la délibération du conseil communautaire n° 166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 7 650 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement US Cars Solution à Opio ;

D E C I D E

Article 1 : De céder à l'établissement US Cars Solution à Opio, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 3 763,11 €, hors frais de vente acheteur :

Une benne à ordures ménagères de marque Renault immatriculée CJ-738-VE (anciennement immatriculée 8777 XL 84) acquise en 2003.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 19 janvier 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Laurent MARTBAU



Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-07

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section B10283 et B10284 à Carpentras à l'association APEI (association d'amis et parents de personnes handicapées mentales)

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 268 ;

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu l'avis de France Domaine du 22/02/2018 estimant le prix de cession des terrains à 22€ /m²,

Vu la décision de la commission d'attribution des lots du secteur Bellecour IV à Carpentras du 7 juillet 2016 au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer le terrain n°3 à l'APEI - association d'amis et parents de personnes handicapées mentales (Emballages bois et conditionnement) dont le siège social est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 1428 Chemin du Rocan, association identifiée au SIRENE sous le numéro 380 022 103, représenté par son président, M. Alain GRASSI,

Vu la promesse unilatérale de vente notifiée à l'acquéreur en date du 21 juillet 2016, acceptée par ce dernier le 26 juillet 2016 et prorogée en date du 3 juillet 2017 ;

Considérant que le terrain n°4 objet du projet de cession est constitué des parcelles cadastrées section B10283 et B10284 d'une contenance de 5 577m², au lieu-dit Terradou secteur Bellecour IV à Carpentras,

Décide

Article 1^{er} : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à l'effet de signer l'acte authentique de vente avec l'association APEI, association loi 1901 dont le siège est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 1428 Chemin du Rocan, association identifiée sous le numéro 380 022 103, représenté par son président, M. Alain GRASSI, pour une contenance globale de 5 577 m², au prix principal de CENT TRENTE-NEUF MILLE QUATRE CENT VINGT-CINQ EUROS (139 425,00 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse. Le prix hors taxe s'élève à : CENT SEIZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEPT EUROS et CINQUANTE CENTIMES (116 187,50 EUR). La taxe sur la valeur ajoutée s'élève à VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (23 237,50 EUR).

Article 2 : L'acte authentique de vente sera passé devant la société civile professionnelle « Stéphanie JEANJEAN-BOUDON et Henri PASSEBOIS Notaires associés » sise 24, Place du Docteur Cavaillon, 84205 Carpentras cedex – France

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 23 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 21 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.2.2. Domaine et patrimoine- Aliénations- autres cessions

Acquitté en PREFECTURE le: 23/03/2018



N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

Le 22/02/2018

SERVICE : Pôle d'Évaluation Domaniale d'Avignon
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes
et de Vaucluse)

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddip84.pgp.domaine@dgfp.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

à

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfp.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 15/02/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0243

M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)
1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : Terrain à viabiliser

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE SECTION BELLECOUR IV A CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 122.695€

1 - SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
Thierry BOREL / Laetitia ALLAMANDI

2 -

Date de consultation

15/02/2018

Date de réception

19/02/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état"

19/02/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession d'un terrain à viabiliser.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 283 et 284

Superficie :

5.577m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir sur lequel est implanté un poteau électrique à très haute tension (2 x 63Kva), dont la présence implique un rayon d'inconstructibilité de 10m autour.

5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété :

Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) dont les parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (les parcelles BI 283 et 284 sont respectivement issues des parcelles BI 218 et 220), soit au prix de 13,50€/m².

situation d'occupation :

Libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Zonc 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 122.695€ (22€/m²).

8 - DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

L'Inspecteur Des Finances Publiques

Évaluateur



Christel MORAND

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Direction des Ressources et des Moyens
Décision N°2018-08

OBJET : Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2017 "Lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA"

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie,

Vu la délibération du conseil de communauté n°166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant l'appel à projets 2017 "Lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA" proposé en partenariat par le conseil régional, l'Ademe et la DRAAF PACA,

Considérant que pour l'aider dans son projet de réduction des déchets alimentaires et prévention contre le gaspillage, la CoVe entend demander une subvention auprès de la région, de l'Ademe et de la DRAAF PACA selon le plan de financement prévisionnel suivant :

DRAAF/Région/Ademe	24 888€ 64%
CoVe	13 738€ 36%

DECIDE

Article 1 : De solliciter une subvention à hauteur de 24 888€ auprès de de la région, de l'Ademe et de la DRAAF PACA dans le cadre de l'appel à projet 2017 "Lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA"

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur le compte ENV-74718, 7472, 7478 - 830

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 24 janvier 2018

Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau

Transmis en Préfecture le : 25 JAN 2018
Affiché le : 25 JAN 2018
Rendu exécutoire le : 25 JAN 2018



Acquitté en PREFECTURE le: 25/01/2018

Affiché le : 7 FEV 2018
Rendu exécutoire le : 7 FEV 2018

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ SERVICE AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET
STRATEGIE FONCIERE
N°2018-09

**OBJET : REGULARISATION DES EMPRISES APRES TRAVAUX DU PEM AUPRES DE SNCF
RESEAU**

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil de communauté n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant l'acquisition réalisée par la CoVe à Réseau Ferré de France en date du 19 mars 2014 dans le cadre du projet du pôle d'échange multimodal,

Considérant la réalisation des travaux du pôle d'échange multimodal sur les parcelles acquises par la CoVe,

Considérant la volonté des parties de régulariser les emprises non incluses dans le nouveau périmètre du site suite à la réalisation des travaux et notamment la parcelle cadastrée section CK n°726 d'une superficie de deux ares et trente-huit centiares,

Considérant l'évaluation de France Domaine en date du 23 mars 2017,

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords et établi par Maître Stéphanie Jeanjean-Boudon, notaire à Carpentras,

D É C I D E

Article 1 : De signer l'acte de vente en vue de la cession à SNCF RESEAU de la parcelle cadastrée section BK n°726 d'une superficie de deux ares et trente-huit centiares, correspondant à un délaissé après réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal.

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de onze mille six cent euros et vingt-six centimes (11 607.26€),

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique,

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 7 FEV 2018
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau

Acquitté en PREFECTURE le: 07/02/2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE

Pôle Gestion publique

Service du Domaine

Adresse : Cité administrative, avenue du 7ème Génie

BP 31091

84097 AVIGNON CEDEX 9

courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

Téléphone : 04 90 80 41 46

Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2017-031V0200

Le 23 mars 2017

L'Administrateur Général des Finances Publiques

Directeur départemental des Finances Publiques

à

M. le Président de la Communauté d'agglomération

Ventoux Comtat Venaissin

CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN EN BORDURE DE VOIE FERRÉE

ADRESSE DU BIEN : BOULEVARD DE LA GARE À CARPENTRAS

VALEUR VÉNALE : 48,77 €/m²

1 – SERVICE CONSULTANT : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Laëtitia ALLAMANDI, service aménagement de l'espace et stratégie foncière

2 – Date de consultation : 14 mars 2017

Date de réception : 17 mars 2017

Date de visite : Néant

Date de constitution du dossier « en état » : 17 mars 2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'estimation de la valeur vénale d'une emprise de terrain dans le cadre d'un projet de cession par le consultant destiné à régulariser des acquisitions foncières effectuées dans le cadre de la réalisation du pôle d'échange multimodal de CARPENTRAS.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : parcelle CK n° 726 (issue de la parcelle CK n° 691)

Superficie : 238 m²

Il s'agit d'un terrain situé en bordure de voie ferrée à proximité du parking de la gare de CARPENTRAS.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : COVE

Origine de propriété : Acte de vente du 19 mars 2014, volume 2014P n° 2471

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

PLU de la commune de CARPENTRAS

Zone : UB

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode d'évaluation par comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle CK n° 726 est estimée à 48,77 €/m²

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES


Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspectrice évaluatrice



Alcxia GRUSON-DAVID

Commune :
CARPENTRAS (031)

N° d'ordre du document d'arpentage : 3991A
Document vérifié et numéroté le 09/08/2016
A AVIGNON
Par GRANIER Patrick
Inspecteur des Finances Publiques
Signé

Cachet du service d'origine :
Centre des Impôts foncier de
AVIGNON

Cité Administrative
BP 91088
84097 AVIGNON Cedex 9
Téléphone : 04 90 27 71 91

cd f avignon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les
propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage :

effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont

copie ci-jointe, dressé le _____ par _____

géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des
informations portées au dos de la chemise 6463.

A _____, le _____

Section : CK

Feuille(s) : 000 CK 01

Qualité du plan :

Plan régulier avant 20/03/1980

Echelle d'origine :

1/1000

Echelle d'édition :

1/2000

Date de l'édition :

09/08/2016

Support numérique :

D'après le document d'arpentage dressé

Par GRIMONT

(2)

Réf. :

Le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.)

(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc.)



Acquitté en PREFECTURE le: 07/02/2018

Affiché le : 9 FEV 2018
Rendu exécutoire le : - 11 FEV 2018

Direction Développement Economique et Touristique
N°2018-10

**OBJET : CESSIION IMMOBILIERE AUX FINS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :
SIGNATURE DE L'ACTE DE VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE BK N°1076 DU SITE DU
MARCHE GARE - COMMUNE DE CARPENTRAS**

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil communautaire n° 166-17 du 9 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution du 17 décembre 2015,

Vu l'avis de France Domaine du 12 juillet 2017,

Vu l'arrêté de permis d'aménager n° PA 08403117C0002 en date du 23 mai 2017 secteur dit Durbesson sur Carpentras,

Vu la délibération du conseil de communauté n°173-17 du 11 décembre 2017 fixant le prix de cession des terrains aménagés au marché gare,

Considérant la parcelle cadastrée section BK n°1076 d'une contenance d'environ dix-sept ares et quarante-sept centiares,

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords, établi par Maître Stéphanie JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras,

D É C I D E

Article 1 : De signer l'acte authentique de vente portant sur la cession avec Melle Aurélie ARNAUD, M. Didier ADJEDJ, M. Franck LABI, M. Emmanuel BOSQUET, M. Stéphane BIAMONTE, Mme Carole PLANTEVIN, Melle Noémie CARRIE et Mme Axelle CHARRASSE, ou toute personne physique ou morale qui s'y substituerait dans le cadre de leur projet de centre d'affaires, du lot n°2 du lotissement Durbesson site du « marché gare » correspondant à la parcelle cadastrée section BK n°1076 d'une contenance d'environ dix-sept ares et quarante-sept centiares, sur la commune de Carpentras,

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de quatre-vingt-seize mille quatre cent trente-quatre euros et quarante centimes (96 434,40 €), la taxe sur la valeur ajoutée s'élève à seize mille soixante-douze euros et quarante centimes (16 072,40 €),

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique de vente,

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 8 février 2018
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Acquitté en PREFECTURE le: 09/02/2018



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE

Pôle Gestion publique

Service du Domaine

Adresse : Cité administrative, avenue du 7ème Génie

BP 31091

84097 AVIGNON CEDEX 9

courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

Téléphone : 04 90 80 41 46

Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2017-031V0523

Le 12 juillet 2017

L'Administrateur Général des Finances Publiques

Directeur départemental des Finances Publiques

à

M. le Président de la Communauté d'agglomération

Ventoux Comtat Venaissin

CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : LOTS DE TERRAINS À BÂTIR DESTINÉS À DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

ADRESSE DU BIEN : AVENUE DES MARCHÉS, SITE DU MARCHÉ-GARE À CARPENTRAS

VALEUR VÉNALE : 46 €/m²

1 – SERVICE CONSULTANT : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Laëtitia ALLAMANDI, service aménagement de l'espace et stratégie foncière

2 – Date de consultation

: 5 juillet 2017

Date de réception

: 5 juillet 2017

Date de visite

: site connu de l'évaluatrice

Date de constitution du dossier « en état »

: 5 juillet 2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'actualisation d'une estimation destinée à permettre la commercialisation de lots de terrains à bâtir par le consultant.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BK n° 416 (2.307 m²), BK n° 418 (163 m²) et BK n° 1074 (86.198 m²)

Superficie : 6.862 m², emprise à détacher des parcelles précitées.

Il s'agit de cinq lots de terrains à bâtir situés au Sud du Marché-Gare de CARPENTRAS en bordure du chemin de Saint-Gens au sein d'un lotissement destiné aux activités tertiaires.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : COVE

Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

Occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

PLU de la commune de CARPENTRAS

Zone UE : zone d'accueil d'activités industrielles, artisanales et commerciales.

Caractéristiques des terrains non réglementées. Marge de recul des bâtiments de 10 m par rapport aux voies et emprises publiques. Distance des bâtiments par rapport aux limites séparatives d'au moins 5 m. L'emprise au sol maximale admise est fixée à 60 %.

La hauteur des constructions est limitée à 20 m.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode d'évaluation par comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale des lots de terrains à bâtir est estimée à 46 €/m².

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspectrice évaluatrice



Alexia GRUSON-DAVID

Affiché le :
Rendu exécutoire le :

16 FEV 2018

16 FEV 2018

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N°2018-11

OBJET : Cession d'un cribleur de compost

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 30-18 du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de matériels de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore ;

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement SGTE (Société Générale de Travaux Européens) ;

D E C I D E

Article 1 : De céder à l'établissement SGTE (Société Générale de Travaux Européens) à Villejuif, via la société Agorastore, l'engin suivant pour un montant de 22 727,27 €, hors frais de vente acheteur :
Un cribleur de compost de marque Farwick acquis en 1999.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 16 FEV 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Laurent MARTEAU

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-14

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Bédoin, pour la phase de conception de l'opération de requalification de la place des Frères Provane

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet de requalification de la place des Frères Provane, mené par la commune de Bédoin, maître d'ouvrage, en phase de conception,

Considérant la demande de la commune de Bédoin de mise à disposition partielle des services de la communauté d'agglomération pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour cette phase de conception,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Bédoin et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Bédoin pour la phase de conception de l'opération de requalification de la place des Frères Provane.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 28 MARS 2018

Publication par affichage le : 28 MARS 2018

Exécutoire le : 28 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 16 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Acquitté en PREFECTURE le: 28/03/2018



**CONVENTION PARTICULIERE DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE CONSTRUCTIONS PUBLIQUES
DE LA COVE
AUPRES DE LA COMMUNE DE BEDOIN**

Exposé des motifs

Différents dispositifs juridiques, codifiés dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettent et encouragent les Établissements Publics de Coopération Intercommunale et leurs communes membres à repenser leurs organisations pour mutualiser leurs moyens dans l'exercice de leurs compétences.

Parmi ces dispositifs, les articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales permettent à un EPCI de mettre à disposition de ses communes membres l'un de ses services ou partie de celui-ci pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Afin de permettre le recours à cette forme de mutualisation, une convention-cadre de mise à disposition partielle des services de la CoVe a été conclue avec la commune de Bedoin.

Cette convention-cadre autorise le recours à des mises à disposition avec plusieurs services de la CoVe listés dans ladite convention, dont le service Constructions Publiques et fixe le cadre commun à ces mises à disposition.

La présente convention particulière détermine les conditions spécifiques de la mise à disposition du service Constructions Publiques.

LA PRESENTE CONVENTION EST CONCLUE ENTRE :

✂ **La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,**
Représentée par son Président, Francis ADOLPHE, autorisé par délibération du Conseil de Communauté n°41-16, en date du 18 avril 2016

Ci après désignée « la CoVe »,

et

✂ **La Commune de Bedoin**
En tant que commune membre de la CoVe,
Représentée par son Maire, Luc Reynard
Autorisé par délibération du Conseil Municipal n° 2017-062, en date du 27 mars 2017

Ci après désignée « la Commune »,

Elle est conclue en application de la convention-cadre signée entre les parties le 18 avril 2017.

Article 1 : Objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément aux dispositions de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service Constructions Publiques de la CoVe, auprès de la Commune pour la réalisation des prestations suivantes :

Conduite d'opération Requalification de la place des frères Provane Phase de Conception

Article 2 : Durée et date d'effet de la convention

☐ Cas n°1 – Missions continues :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'un service continu, est établie pour une période commençant le pour une durée de

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

☒ Cas n°2 – Missions ponctuelles :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'une mission ponctuelle, prend effet à la date de sa signature et se termine avec l'achèvement de la mission.

Article 3 : Référent

Pour l'exercice de la mission, le service mis à disposition est placé sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la commune. Pour cela, le service est représenté par son responsable.

Le responsable peut toutefois désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié de la commune, pour l'exécution de la mission.

Le référent reçoit les instructions du Maire de la commune et lui rend compte des conditions d'exécution de la mission.

Article 4 : Coût de la mise à disposition

☐ Cas n°1 – Missions continues

Est annexée à la présente convention une grille de tarifs applicables aux différentes prestations exécutées dans le cadre de la mise à disposition partielle du service.

La commune adressera par écrit au service mis à disposition, dès la prise d'effet de la présente convention, la liste de ses besoins.

La grille de tarifs ainsi annexée sera révisée annuellement pour tenir compte de l'évolution de la masse salariale et des coûts matériels de fonctionnement.

☒ Cas n°2 – Missions ponctuelles

Le coût de la mise à disposition est déterminé par application d'un coût unitaire journalier, représentant le coût de fonctionnement du service, multiplié par le nombre de jours prévisionnels nécessaires à

l'exécution de la mission.

Le montant total de la mission est évalué à la somme de 5 900 euros

Le détail des prestations à exécuter et leur quantité sont annexés à la présente convention.

Article 5 : Modalités de remboursement

☐ Les modalités de remboursement sont celles applicables aux termes de la convention-cadre.

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition sur présentation d'une facture émise au fur et à mesure de l'avancement de la mission. Le solde correspondant à la commande de la Commune est versé à l'achèvement de la mission, validée par la commune.

Le visa des factures présentées par la CoVe, accordé par la commune, vaut reconnaissance du service fait.

Les factures sont acquittées, par mandat administratif, au terme du délai réglementaire de paiement applicable aux collectivités territoriales.

☒ La présente mission fait l'objet de modalités particulières de remboursement, comme suit :
A l'avancement de l'opération, selon le temps prévisionnel précisé en annexe.

Article 6 : Modification des besoins / Résiliation

Les conditions de modification des besoins relatifs à l'exercice de la présente mise à disposition, à l'initiative de la CoVe ou de la commune, ainsi que les modalités de résiliation de la mise à disposition, sont déterminées par la convention-cadre.

Article 7 : Modalités particulières d'exécution

Néant

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

ANNEXE DECOMPOSITION DU COUT DE LA MISSION	
NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de jour
Préparation du Programme - Choix d'un maître d'œuvre - Assistance aux recueils de données (DICT, Diags techniques, géotechnie, topo, concessionnaires, trafics...) - Assistance à Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques) - Assistance sur le suivi de la procédure de passation - Assistance pour le choix du titulaire	12
Suivi du marché de maîtrise d'œuvre : - Gestion du marché et suivi des prestations réalisées (du DIAG à ACT) - Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux - Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux	10
Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles - Définition de la mission SPS, OPC et Bureau de Contrôle - Préparation de (s) la procédure(s) de consultation(s) - Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire - Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées.(de la programmation aux choix des entreprises travaux)	3
TOTAL	25
Coût journée	236 €
COUT TOTAL DE LA MISSION	5 900 €

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-15

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Bédoin, pour la phase de conception de l'opération de requalification de l'ancienne caserne de pompier en office de tourisme

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet de requalification de l'ancienne caserne de pompier en office du tourisme, mené par la commune de Bédoin, maître d'ouvrage, en phase de conception,

Considérant la demande de la commune de Bédoin de mise à disposition partielle des services de la communauté d'agglomération pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour cette phase de conception,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Bédoin et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Bédoin pour la phase de conception de l'opération de requalification de l'ancienne caserne de pompier en office du tourisme.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 28 MARS 2018

Publication par affichage le : 28 MARS 2018

Exécutoire le : 28 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 16 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**CONVENTION PARTICULIERE DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE CONSTRUCTIONS PUBLIQUES
DE LA COVE
AUPRES DE LA COMMUNE DE BEDOIN**

Exposé des motifs

Différents dispositifs juridiques, codifiés dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), permettent et encouragent les Établissements Publics de Coopération Intercommunale et leurs communes membres à repenser leurs organisations pour mutualiser leurs moyens dans l'exercice de leurs compétences.

Parmi ces dispositifs, les articles L.5211-4-1 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales permettent à un EPCI de mettre à disposition de ses communes membres l'un de ses services ou partie de celui-ci pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Afin de permettre le recours à cette forme de mutualisation, une convention-cadre de mise à disposition partielle des services de la CoVe a été conclue avec la commune de Bédoin
Cette convention-cadre autorise le recours à des mises à disposition avec plusieurs services de la CoVe listés dans ladite convention, dont le service Constructions Publiques et fixe le cadre commun à ces mises à disposition.

La présente convention particulière détermine les conditions spécifiques de la mise à disposition du service Constructions Publiques.

LA PRESENTE CONVENTION EST CONCLUE ENTRE :

✶ **La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,**
Représentée par son Président, Francis ADOLPHE, autorisé par délibération du Conseil de Communauté n°41-16, en date du 18 avril 2016

Ci après désignée « la CoVe »,

et

✶ **La Commune de Bédoin**
En tant que commune membre de la CoVe,
Représentée par son Maire, Luc Reynard
Autorisé par délibération du Conseil Municipal n° 2017-062, en date du 27 mars 2017

Ci après désignée « la Commune »,

Elle est conclue en application de la convention-cadre signée entre les parties le 18 avril 2017.

Article 1 : Objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, conformément aux dispositions de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, susvisée, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service Constructions Publiques de la CoVe, auprès de la Commune pour la réalisation des prestations suivantes :

Conduite d'opération Requalification de l'ancienne caserne de pompier en office de tourisme Phase de Conception

Article 2 : Durée et date d'effet de la convention

☐ Cas n°1 – Missions continues :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'un service continu, est établie pour une période commençant le pour une durée de

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

☒ Cas n°2 – Missions ponctuelles :

La présente convention, qui concerne l'exercice d'une mission ponctuelle, prend effet à la date de sa signature et se termine avec l'achèvement de la mission.

Article 3 : Référent

Pour l'exercice de la mission, le service mis à disposition est placé sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la commune. Pour cela, le service est représenté par son responsable.

Le responsable peut toutefois désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié de la commune, pour l'exécution de la mission.

Le référent reçoit les instructions du Maire de la commune et lui rend compte des conditions d'exécution de la mission.

Article 4 : Coût de la mise à disposition

☐ Cas n°1 – Missions continues

Est annexée à la présente convention une grille de tarifs applicables aux différentes prestations exécutées dans le cadre de la mise à disposition partielle du service.

La commune adressera par écrit au service mis à disposition, dès la prise d'effet de la présente convention, la liste de ses besoins.

La grille de tarifs ainsi annexée sera révisée annuellement pour tenir compte de l'évolution de la masse salariale et des coûts matériels de fonctionnement.

☒ **Cas n°2 – Missions ponctuelles**

Le coût de la mise à disposition est déterminé par application d'un coût unitaire journalier, représentant le coût de fonctionnement du service, multiplié par le nombre de jours prévisionnels nécessaires à l'exécution de la mission.

Le montant total de la mission est évalué à la somme de **5 428** euros

Le détail des prestations à exécuter et leur quantité sont annexés à la présente convention.

Article 5 : Modalités de remboursement

☐ Les modalités de remboursement sont celles applicables aux termes de la convention-cadre.

La Commune rembourse à la CoVe les frais de mise à disposition sur présentation d'une facture émise au fur et à mesure de l'avancement de la mission. Le solde correspondant à la commande de la Commune est versé à l'achèvement de la mission, validée par la commune.

Le visa des factures présentées par la CoVe, accordé par la commune, vaut reconnaissance du service fait.

Les factures sont acquittées, par mandat administratif, au terme du délai réglementaire de paiement applicable aux collectivités territoriales.

☒ La présente mission fait l'objet de modalités particulières de remboursement, comme suit :
A l'avancement de l'opération, selon le temps prévisionnel précisé en annexe

Article 6 : Modification des besoins / Résiliation

Les conditions de modification des besoins relatifs à l'exercice de la présente mise à disposition, à l'initiative de la CoVe ou de la commune, ainsi que les modalités de résiliation de la mise à disposition, sont déterminées par la convention-cadre.

Article 7 : Modalités particulières d'exécution

Néant

Fait à Carpentras le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

<p align="center">ANNEXE</p> <p align="center">DECOMPOSITION DU COUT DE LA MISSION</p>	
NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de jour
Préparation du Programme - Choix d'un maître d'œuvre - Assistance aux recueils de données (DICT, Diagnostics techniques, géotechnie, topo, ...) - Assistance à l'élaboration du marché de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques) - Assistance sur le suivi de la procédure de passation - Assistance pour le choix du titulaire	10
Suivi du marché de maîtrise d'œuvre : - Gestion du marché et suivi des prestations réalisées (du DIAG à ACT) - Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux - Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux	10
Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles - Définition de la mission SPS, Bureau de Contrôle et géotechnie - Préparation des procédures de consultation - Assistance au maître d'ouvrage pour le choix du titulaire de chaque mission - Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées (depuis programmation jusqu'au choix des entreprises travaux)	3
TOTAL	23
Coût journée	236 €
COUT TOTAL DE LA MISSION	5 428 €

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-16

Objet : convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin avec la commune de Bédoin, pour la conduite de l'opération travaux de restauration de l'église Saint Pierre

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet des travaux de restauration de l'église Saint Pierre, mené par la commune de Bédoin, maître d'ouvrage,

Considérant la demande de la commune de Bédoin de mise à disposition partielle des services de la communauté d'agglomération pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération,

Considérant que la mise à disposition partielle des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales s'intègre dans le schéma de mutualisation et présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services du bloc communal,

Vu le projet de convention à cet effet entre la commune de Bédoin et la communauté d'agglomération, annexée à la présente décision,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Bédoin pour la conduite de l'opération des travaux de restauration de l'église Saint Pierre.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 28 MARS 2018

Publication par affichage le : 28 MARS 2018

Exécutoire le : 28 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 16 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,


Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 5.7.4. Convention pour services partagés interco - communes membres

Acquitté en PREFECTURE le: 28/03/2018

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE de BEDOIN

POUR LA CONDUITE DE L'OPERATION

TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-PIERRE

Entre :

D'une part, la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis Adolphe, agissant en vertu d'une délégation d'attribution du Conseil de Communauté issue de la délibération n°166-17 en date du 9 octobre 2017,

et d'autre part, la Commune de BEDOIN membre de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Luc Reynard, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

Préambule

La commune projette de restaurer partiellement l'église Saint-Pierre. Pour ce faire, une première étude d'évaluation et d'estimation a été effectuée et approuvée par les services de l'Etat. A l'issue, une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été passée en juillet 2016 avec la CoVe en vue d'élaborer et passer un marché avec une équipe de maîtrise d'œuvre habilitée dans ce type d'intervention et de suivre la réalisation de sa prestation jusqu'à la notification des marchés de travaux.

Les marchés de travaux sont notifiés.

La commune souhaite désormais que la CoVe poursuive la conduite de cette opération pour la phase des travaux. Ces travaux sont prévus pour se dérouler en 5 tranches réparties jusqu'en 2021.

Article 1 : objet de la convention

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et du schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, une convention de mise à disposition partielle des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite de l'opération des travaux de restauration de l'église Saint-Pierre de Bédoin.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE TRAVAUX

Chantier

- *Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)*
- *Participation aux réunions de chantier*
- *Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux*
- *Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés*
- *Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)*
- *Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)*

Assistance pendant la phase de réception

- *Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception*
- *Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux*

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- *Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs*
- *Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement*
- *Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances*

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

L'estimation du montant de l'opération intègre :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un coût forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (maîtrise d'œuvre, levés topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un coût forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (maîtrise d'œuvre, levés topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tous autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant prévisionnel, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%

- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche, et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération retenu est de 1 900 000 € HT.

Le coût théorique de l'assistance pour l'opération complète est donc calculé ainsi :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000 €
100 000 € - 500 000 €	400 000 €	2.5%	10 000 €
Au-delà de 500 000 €	1 400 000 €	2%	28 000 €
Coût d'opération	1 900 000 €	Coût de référence assistance complète	41 000 €

Cependant, l'opération ne portant que sur la phase travaux, il est appliqué à ce coût le coefficient de 0,4.

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à **16 400€**.

La phase travaux étant scindée en plusieurs tranches (une ferme et quatre optionnelles), ce coût est réparti en fonction de celles-ci et du coût de chacune :

Tranche	Nature de la tranche	Coût de l'AMO
FERME (budget 2017)	ASSAINISSEMENT	1 680 €
TO1 (Budget 2018)	MUR SOUTÈNEMENT + CHARPENTE COUVERTURE + CLOCHER	3 710 €
TO2 (Budget 2019)	FACADE OUEST + FACADE SUD + VITRAIL	4 040 €
TO3 (Budget 2020)	COUVERTURES CHAP. EST + CHEVET + TRANSEPT	3 600 €
TO4 (Budget 2021)	FACADE EST + FACADE NORD + VITRAIL + FINITION DES ABORDS	3 370 €
	Total AMO	16 400 €

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties. Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire

Francis ADOLPHE

Luc REYNARD

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-17

Objet : convention d'autorisation d'occupation temporaire d'une partie de propriété privée

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, portant compétence en matière d'organisation et d'animation d'activités sportives d'intérêt communautaire,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant l'organisation par l'Ecole Intercommunale des Sports de la CoVe de stages de printemps « activités de pleine nature », programmés du 23 au 26 avril 2018 et du 2 au 4 mai 2018,

Considérant qu'un terrain, composé des parcelles cadastrées section A, n°535, 541 et 952, lieu-dit Le Rouret, à Mazan, propriété de l'entreprise Lafarge – Granulats Sud, a été identifié comme propice à l'organisation dudit stage,

Considérant le projet de convention à cet effet entre la CoVe et la société Lafarge Granulats Sud – Granulats du Midi, portant autorisation d'occupation temporaire pour la durée du stage de l'EIS et consentie à titre gratuit,

Décide

Article 1^{er} : De signer avec la société Lafarge Granulats Sud – Granulats du Midi, sise avenue du Général de Gaulle, BP 26, 13870 ROGNONAS, la convention d'autorisation d'occupation temporaire, telle qu'annexée à la présente décision.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 16 MARS 2018

Publication par affichage le : 16 MARS 2018

Exécutoire le : 16 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 16 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.3.1. Domaine et patrimoine – Locations – Baux à prendre (inférieures au seuil de consultation des Domaines)

Acquitté en PREFECTURE le: 19/03/2018



Convention d'occupation temporaire d'une partie de propriété privée

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, sise 1171, avenue du Mont-Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras Cedex, représentée par son président en exercice, Monsieur Francis Adolphe, autorisé par décision n° 2018-17 en date du 13 mars 2018 prise en vertu d'une délégation d'attributions du Conseil de communauté en date du 8 février 2016, ci-après dénommée la CoVe,

ET

La Société Granulats du Midi – Lafarge granulats sud, sise Avenue du Général de Gaulle, BP 26, 13870 Rognonas, représentée par Monsieur Noël Maillet, Propriétaire du terrain ci-après désigné sur le territoire de la commune de Mazan, ci-après dénommée le propriétaire,

PREAMBULE

Les statuts de la CoVe lui portent compétence en matière d'organisation et d'animation d'activités sportives d'intérêt communautaire. A ce titre, l'Ecole Intercommunale des Sports (EIS) de la CoVe organise deux stages de printemps « activités de pleine nature » du lundi 23 au jeudi 26 avril 2018 et du mercredi 2 au vendredi 4 mai 2018, de 9 heures à 16 heures 30, à destination des enfants scolarisés du CP à la 3ème et domiciliés sur le territoire de la CoVe.

Considérant qu'un terrain appartenant au Propriétaire a été identifié comme convenant au déroulement de ce stage, et la CoVe ayant sollicité auprès dudit Propriétaire, un accord pour son occupation temporaire ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'autorisation d'occupation temporaire ainsi que le régime de responsabilité applicable à un terrain privé ouvert au public afin de permettre le déroulement du stage de printemps « activités de pleine nature » de l'EIS de la CoVe.

Article 2 : BIENS CONCERNES

La présente convention concerne la propriété désignée par les parcelles ci-après : Parcelles cadastrées numéros 535, 541 et 952, section A, lieudit le Rouret, situées sur le territoire de la commune de Mazan.

Article 3 : AUTORISATION

Le propriétaire autorise l'occupation de son bien exclusivement pour l'organisation et l'animation et l'encadrement par l'EIS de la CoVe d'activités sportives de pleine nature dans le cadre de ses stages de printemps 2018. Toute construction est interdite ; seuls peuvent être admis le positionnement de matériels sportifs mobiles.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/03/2018

Article 4 : DUREE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour la période allant du 23 au 24 avril 2018 et du 2 au 3 mai 2018, sans possibilité de prolongation.

Il est convenu qu'à défaut de respecter les engagements contenus dans le acte, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans délai de préavis.

En cas de besoin, le propriétaire pourra contacter le service chargé de l'application de la présente convention :

Direction de la Cohésion Sociale de la CoVe,

Service actions sportives

Monsieur Patrick Hermitte

Tél : 04 90 67 07 30

La CoVe, 1171 avenue du Mont-Ventoux – 84200 Carpentras.

Article 5 : GRATUITÉ

La présente convention est conclue à titre gratuit par le propriétaire et ne peut faire l'objet de rémunération.

Article 6 : ENGAGEMENTS

La CoVe s'engage à occuper le bien en bon père de famille. Elle est tenue d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté. En particulier, elle s'interdit tout dépôt d'ordures ou de déchets de quelque sorte.

Le propriétaire s'engage à permettre l'occupation par l'EIS de la CoVe et à en faciliter l'accès.

Article 7 : RESPONSABILITES DES PARTIES

La CoVe et ses préposés supporteront les conséquences des dommages subis ou causés du fait de leur propre imprudence et notamment du fait de l'inadaptation de leurs comportements à l'état naturel des lieux ou aux dangers normalement prévisibles dans la nature.

La responsabilité civile du propriétaire ne pourra être engagée au titre des dommages subis ou causés à l'occasion de l'occupation de la CoVe conforme à l'objet de la convention qu'en raison de ses actes fautifs dont le demandeur devra apporter la preuve.

Chacune des parties signataires déclare être assurée pour les risques et responsabilités encourus en application de la présente convention.

Article 8 : MODIFICATIONS ET RECOURS

Les parties peuvent convenir d'une modification des termes et des dispositions pratiques de la présente convention par un avenant signé entre la CoVe et le propriétaire. Les parties s'obligent à prévenir et à régler tout différend à l'amiable ; à défaut, les litiges susceptibles d'intervenir entre les parties de la convention seront soumis à la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires,

Leà

Le Président de la CoVe,

Le Propriétaire

Francis Adolphe

Acquitté en PREFECTURE le: 19/03/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-18

Objet : convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin et la commune de La Roque sur Pernes pour la conduite des opérations de travaux de rénovation et de mise en accessibilité de la salle des fêtes

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le schéma de mutualisation en vigueur entre la communauté d'agglomération et ses communes membres,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 du 05 février 2018 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet de rénovation et de mise en accessibilité de sa salle des fêtes, porté par la commune de La Roque sur Pernes,

Vu le projet de convention de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de La Roque sur Pernes pour la conduite des opérations de travaux de rénovation et de mise en accessibilité de la salle des fêtes,

Considérant que la mise à disposition des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services du bloc communal,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver, de signer et de mettre en œuvre la convention de mise à disposition partielle de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de La Roque sur Pernes pour la conduite des opérations de travaux de rénovation et de mise en accessibilité de la salle des fêtes, tel qu'annexée à la présente décision.

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 4 MAI 2018

Publication par affichage le : 18 MAI 2018

Exécutoire le : 11 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 7 MAI 2018
Le Président et par délégation,
Le directeur général des services,


Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES Cedex 09 - Tél. 04.66.27.37.00 - Fax. 04.66.36.27.86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE DE LA ROQUE SUR PERNES

**POUR LA CONDUITE DES OPERATIONS DE TRAVAUX DE
RENOVATION ET DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA SALLE DES FETES**

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis Adolphe, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 166-17 en date du 9 octobre 2017,

et d'autre part, la Commune de LA ROQUE SUR PERNES membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Joseph BERNHARDT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 7 avril 2017 numéro 17/26.

Préambule

La commune souhaite la réhabilitation et la transformation de la salle des fêtes actuelle en salle du conseil et accueil mairie nécessitant la mise en accessibilité du bâtiment.
Pour se faire, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur la faisabilité du projet a été réalisée.

La commune souhaite que la CoVe poursuive la conduite de ces opérations pour la phase des travaux (2018) jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement (2019).

Article 1 : objet de la convention

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et du schéma de mutualisation des services entre la CoVe et ses communes membres, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la conduite des opérations de travaux et de réception pour la rénovation et la mise en accessibilité de la salle des fêtes existante.

Article 2 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques.

Article 3 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage recouvre les missions suivantes :

PHASE TRAVAUX

Chantier

- *Assistance et participation à la préparation du chantier (Installation, ouverture de chantier, avances...)*
- *Participation aux réunions de chantier*
- *Contrôle et suivi des coûts de l'opération de travaux*
- *Conseil, assistance dans la passation des modifications de marchés*
- *Suivi et assistance à la validation des études liées à l'opération (SPS, Contrôle, géotechnie...)*
- *Suivi des prestations de la maîtrise d'œuvre (visa au maître de l'ouvrage, des décomptes des prestations après vérification du maître d'œuvre, compte rendus de chantiers, planning de chantier...)*

Assistance pendant la phase de réception

- *Assistance du maître de l'ouvrage pendant les opérations préalables à la réception*
- *Assistance du maître de l'ouvrage lors de la réception des travaux*

Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA)

- *Assistance du maître de l'ouvrage en vue du règlement des litiges avec les entrepreneurs*
- *Suivi avec le maître d'œuvre des désordres pouvant apparaître durant l'année de parfait achèvement*
- *Conseil et assistance en cas de mise en œuvre des assurances*

Article 4 : remboursement des frais de fonctionnement de l'assistance

Article 4.1 : principe de calcul

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des conduites d'opération de travaux donne lieu à une facturation proratisée en fonction du montant de l'opération.

Les montants exprimés sont tous en € Hors Taxe.

Montant d'opération : ce montant est défini par les frais dus par la commune pour la réalisation de l'opération.

Il comprend :

- Les coûts estimés des travaux
- Pour les opérations de bâtiment un coût forfaitaire de 15% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, diagnostics, sondages, bureau de contrôle, coordination sécurité, ...)
- Pour les opérations de voirie un coût forfaitaire de 10% de l'estimation travaux pour les frais d'études (Maîtrise d'œuvre, levés topo, concessionnaires de réseaux, foncier, géotechnie, sondages, coordination sécurité, ...)
- Ne sont pas inclus dans ce coût d'opération :
Les frais éventuels d'acquisition foncière, les frais éventuels d'assurance, et tout autres frais liés au fonctionnement de la commune dans le cadre de cette opération.

Sur la base de ce montant, les frais de fonctionnement du service de la CoVe mis à disposition sont calculés de la manière suivante :

- Pour la tranche des premiers 100 000€, 3%
- Pour la tranche de 100 000 à 500 000€, 2,5%
- Pour la tranche au-delà de 500 000€, 2%.

Pour une opération complète, les paiements interviennent :

- A la signature de la convention, pour 25%
- Au terme de la phase faisabilité / programmation, pour 5%
- Au terme de la phase de conception et de passation des marchés de travaux, pour 30%
- Au terme de la phase de suivi des travaux et de la réception, pour 40%.

Pour les opérations en cours, il est appliqué au montant du calcul fondé sur le coût de l'opération, le pourcentage correspondant aux phases à réaliser.

Pour chacune de ces phases restantes, le paiement s'effectue pour 25% à leur commencement et pour 75% à leur achèvement. Il en est de même pour des opérations conditionnelles et/ou complémentaires.

A l'issue de l'opération, ou le cas échéant à l'issue de chaque tranche et sur production du décompte général définitif des dépenses de celle-ci, le coût d'assistance de la CoVe est recalculé, toujours sur la base des éléments pris en compte (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôles, à l'exclusion des acquisitions foncières et immobilières ainsi que des assurances).

Si le coût final est supérieur au coût estimatif retenu dans la présente convention, la commune s'acquitte du complément ; s'il est inférieur, la CoVe rembourse la commune du trop-perçu.

Article 4.2 : calcul du coût de la mise à disposition de la présente convention

Pour la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, le montant d'opération présentement retenu est celui de la phase APD-PRO, soit : **209 670 € HT**.

Le coût théorique de l'assistance pour l'opération complète est donc calculé ainsi :

Tranche	Somme retenue dans la tranche	Taux appliqué	Montant AMO pour l'opération
0-100 000 €	100 000 €	3%	3 000,00 €
100 000 € - 500 000 €	109 670 €	2.5%	2 741,75 €
Coût de l'opération	209 670 €	Coût de référence assistance complète	5 741,75 €

Cependant, l'opération ne portant que sur la phase travaux, il est appliqué à ce coût, le coefficient de 40%.

En conséquence, le coût prévisionnel de l'assistance de la CoVe s'élève à : **2 296,70 €**

Article 5 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée des deux parties. Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée des deux parties. En ce cas, les parties conviennent du règlement financier de la terminaison de la convention.

Article 6 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire

Francis ADOLPHE

Joseph BERNHARDT

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-19

Objet : cession d'un véhicule nacelle

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 30-18 du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la proposition de reprise de la Mairie de Beaumes de Venise ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à la Mairie de Beaumes de Venise le véhicule suivant pour un montant de 8 000,00 € : Un véhicule nacelle de marque Renault Master immatriculé 8135 XE 84 acquis en 2004

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 23 MARS 2018

Fait à Carpentras, le 22 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Publication par affichage le : 23 MARS 2018

Exécutoire le : 23 MARS 2018


Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-20

Objet : Cession d'une benne à ordures ménagères

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 30-18 du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, la sarl T18 à Carros (06) ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à la sarl T18 à Carros, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 5 507,87 €, hors frais de vente acheteur : Une benne à ordures ménagères de marque Renault immatriculée DL-628-DQ (anciennement immatriculée 2123 YS 84) acquise en 2007.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 22 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-21

Objet : Cession d'une goudronneuse

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 30-18 du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros ;

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, la sarl T18 à Carros (06) ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à la sarl T18 à Carros, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 7 430,07 €, hors frais de vente acheteur : Une goudronneuse de marque Renault immatriculée 9812 XJ 84 acquise en 2007.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 22 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-22

Objet : désignation d'un avocat pour représenter la CoVe en Justice

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant l'instance introduite par l'association Comité de Développement et de Défense de l'Aérodrome de Carpentras devant le tribunal administratif de Nîmes, en annulation de la délibération du conseil communautaire n°76-17 du 24 avril 2017 instaurant des redevances d'occupation du domaine public de l'aérodrome intercommunal,

Considérant l'instance introduite par Monsieur Julien Langard devant le tribunal administratif de Nîmes, en annulation de la délibération du conseil communautaire n°76-17 du 24 avril 2017 instaurant des redevances d'occupation du domaine public de l'aérodrome intercommunal,

Considérant qu'il convient de désigner un avocat pour représenter et assurer la défense de la CoVe dans ces instances,

Décide

Article 1^{er} : D'ester en Justice pour défendre la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin dans les instances sus-considérées.

Article 2 : De désigner à cette fin comme avocat Maître Gaëlle d'Albenas, représentant la SCP Margall-d'Albenas, demeurant 5 rue Henri Guinier à Montpellier (34000).

Article 3 : De procéder au règlement de ses frais et honoraires relatifs à la défense de la communauté d'agglomération sur le fondement des tarifs des droits et des prestations convenues.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 06 AVR 2018

Publication par affichage le : 06 AVR 2018

Exécutoire le : 06 AVR 2018

Fait à Carpentras, le 22 mars 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-24

Objet : Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente des parcelles cadastrées section bio281 et bio285 à Carpentras à la SCI Marean

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts, en particulier l'article 268 ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu l'avis de France Domaine du 20/04/2018 estimant le prix de cession des terrains à 25 € /m²,

Vu la décision de la commission d'attribution des lots du secteur Bellecour IV à Carpentras du 7 juillet 2016 au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer le terrain n°4 à PROVENCE EMBALLAGE dont le siège social est à CHATEAURENARD (13160), FRANCE, Chemin des Iscles, société identifiée au SIRENE sous le numéro 394 141 733, représenté par sa gérante, Josiane VOEUX,

Vu la promesse unilatérale de vente notifiée à l'acquéreur en date du 21 juillet 2016, acceptée par ce dernier le 27 juillet 2016 et prorogée en date du 3 juillet 2017 ;

Considérant que le terrain n°4 objet du projet de cession est constitué des parcelles cadastrées section B10281 et B10285 d'une contenance de 4 552 m², au lieu-dit Terradou secteur Bellecour IV à Carpentras,

Décide

Article 1^{er} : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à l'effet de signer l'acte authentique de vente avec la SCI MAREAN constituée pour porter le projet immobilier pour le compte de la SARL PROVENCE EMBALLAGE qui en sera locataire, dont le siège est à CARPENTRAS (84200), FRANCE, 196 chemin du Rocan, société identifiée sous le numéro 822 657 474, représentée à l'acte par M. André VOEUX, pour une contenance globale de 4 552 m², au prix principal de CENT TRENTE-SIX MILLE CINQ CENT SOIXANTE EUROS (136 560,00 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse. Le prix hors taxe s'élève à : CENT TREIZE MILLE HUIT-CENT EUROS (113 800,00 EUR). La taxe sur la valeur ajoutée s'élève à VINGT-DEUX MILLE SEPT CENT SOIXANTE EUROS (22 760,00 EUR).

Article 2 : L'acte authentique de vente sera passé devant la société civile professionnelle « Stéphanie JEANJEAN-BOUDON et Henri PASSEBOIS Notaires associés » sise 24, Place du Docteur Cavaillon, 84205 Carpentras cedex – France

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 20 AVR 2018

Publication par affichage le : 20 AVR 2018

Exécutoire le : 20 AVR 2018

Fait à Carpentras, le 20 avril 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marreau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique

SERVICE : PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone : 04.90.80.41.45

Courriel : ddfp84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 20/04/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND

Téléphone : 04.90.80.41.36

Portable : 06.33.29.80.10

Courriel : christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr

Vos réf. : demande du 12/03/2018

Réf. LIDO : 2018-84031V0373-01

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)

1171, AVENUE DU MONT VENTOUX

CS 30085

84203

CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À VIABILISER

ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DE VILLEFRANCHE /TERRADOU À CARPENTRAS (84200)

VALEUR VENALE 113.800€ (25€/m²)

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Laetitia ALLAMANDI / Thierry BOREL

2 –

Date de consultation

12/03/2018

Date de réception

15/03/2018

Demande de renseignements

27/03/2018

Réponse

28/03/2018

Visite

Néant

Date de constitution du dossier "en état"

15/03/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession des terrains à viabiliser.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

BI 281 et 285

Superficie :

4.552m²

Description du bien :

Il s'agit d'un terrain à bâtir.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

Origine de propriété :

Acquisition du 18/09/2015 (15P6712) des parcelles BI 8 et 270 d'une superficie de 1.015m² au prix de 10.000€ (la parcelle BI 281 est issue de la parcelle BI 8), soit au prix de 9,85€/m².

Acquisition du 23/01/2012 (12P1296) des parcelles BI 5, 218 et 220 d'une superficie de 26.657m² au prix de 360.000€ (la parcelle BI 285 est issue de la parcelle BI 220) au prix de 360.000€ soit 13,50€/m².

situation d'occupation :

Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone 1AUe du PLU : zone réservée aux activités économiques et aux commerces, situé quartier Bellecour et quartier des Croisières.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale est établie à 113.800€ (25€/m²).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,
L'Inspecteur Des Finances Publiques
Évaluateur



Christel MORAND

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-25

Objet : Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente de la parcelle cadastrée bk n°1076 du site du marché gare - commune de Carpentras

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu l'avis de France Domaine du 12 juillet 2017,

Vu l'arrêté de permis d'aménager n° PA 08403117C0002 en date du 23 mai 2017 secteur dit Durbesson sur Carpentras,

Considérant les parcelles cadastrées section BK n°1079 et BK n°1080 d'une contenance respective d'environ mille cent huit mètres carrés (1108m²) et sept cent cinquante et un mètres carrés (751 m²),

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords, établi par Maître Stéphanie JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras,

Décide

Article 1^{er} : De signer l'acte authentique de vente portant sur la cession avec M. Jean-François GUICHEMERRE, M. Philippe PECHAUD et M. Jérôme CAMPANELLI, ou toute personne physique ou morale qui s'y substituerait dans le cadre de leur projet de restaurant, des lots n°5 et n° 6 du lotissement Durbesson site du « marché gare » correspondant aux parcelles cadastrées section BK n°1079 et n°1080 d'une contenance respective d'environ mille cent huit mètres carrés (1108m²) et sept cent cinquante et un mètres carrés (751 m²), sur la commune de Carpentras,

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de cent deux mille six cent seize euros et quatre-vingts centimes (102 616,80 €), la taxe sur la valeur ajoutée s'élève à dix-sept mille cent deux euros et quatre-vingts centimes (17 102,80 €),

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique de vente,

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 20 AVR 2018

Publication par affichage le : 20 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 20 avril 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE

Pôle Gestion publique

Service du Domaine

Adresse : Cité administrative, avenue du 7ème Génie

BP 31091

84097 AVIGNON CEDEX 9

courriel : ddfp84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

Téléphone : 04 90 80 41 46

Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2017-031V0523

Le 12 juillet 2017

L'Administrateur Général des Finances Publiques
Directeur départemental des Finances Publiques

à

M. le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : LOTS DE TERRAINS À BÂTIR DESTINÉS À DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

ADRESSE DU BIEN : AVENUE DES MARCHÉS, SITE DU MARCHÉ-GARE À CARPENTRAS

VALEUR VÉNALE : 46 €/m²

1 – SERVICE CONSULTANT : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Laëtitia ALLAMANDI, service aménagement de l'espace et stratégie foncière

2 – Date de consultation	: 5 juillet 2017
Date de réception	: 5 juillet 2017
Date de visite	: site connu de l'évaluatrice
Date de constitution du dossier « en état »	: 5 juillet 2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'actualisation d'une estimation destinée à permettre la commercialisation de lots de terrains à bâtir par le consultant.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BK n° 416 (2.307 m²), BK n° 418 (163 m²) et BK n° 1074 (86.198 m²)
Superficie : 6.862 m², emprise à détacher des parcelles précitées.

Il s'agit de cinq lots de terrains à bâtir situés au Sud du Marché-Gare de CARPENTRAS en bordure du chemin de Saint-Gens au sein d'un lotissement destiné aux activités tertiaires.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : COVE

Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

Occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

PLU de la commune de CARPENTRAS

Zone UE : zone d'accueil d'activités industrielles, artisanales et commerciales.

Caractéristiques des terrains non réglementées. Marge de recul des bâtiments de 10 m par rapport aux voies et emprises publiques. Distance des bâtiments par rapport aux limites séparatives d'au moins 5 m. L'emprise au sol maximale admise est fixée à 60 %.

La hauteur des constructions est limitée à 20 m.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode d'évaluation par comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale des lots de terrains à bâtir est estimée à 46 €/m².

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspectrice évaluatrice



Alexia GRUSON-DAVID

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Acquitté en PREFECTURE le: 20/04/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-26

Objet : Compromis de vente portant sur la parcelle CK n°140 – commune de Mazan

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant la propriété appartenant à la CoVe sur la commune de Mazan composée d'un bien vacant à usage d'habitation et de son terrain d'agrément et correspondant à la parcelle cadastrée section CK n°140 (anciennement cadastrée avant division et remaniement cadastral n°1221, 1222, 1223, 1224, 1403 et 1402), d'une superficie de quatre-vingt-huit ares.

Considérant l'offre d'acquisition de monsieur Jacquin en vue de la réalisation d'un espace de restauration et salle de réception,

Considérant l'évaluation de France Domaine en date du 4 décembre 2017,

Vu le projet de compromis de vente établi par Maître Hélène DOYER-BES, notaire à Carpentras,

Décide

Article 1 : De signer le compromis de vente en vue de la cession à monsieur Fabien Jacquin de la parcelle cadastrée section CK n°140 d'une superficie de quatre-vingt-huit ares (anciennement cadastrée avant division et remaniement cadastral n°1221, 1222, 1223, 1224, 1403 et 1402), correspondant à un bien à usage d'habitation d'une superficie utile de 290 m².

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de six cent quatre-vingt-seize mille cinq cent quinze euros (696 515€).

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer le compromis de vente,

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 19 JUIN 2018

Publication par affichage le : 19 JUIN 2018

Exécutoire le : 19 JUIN 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE

Pôle Gestion Publique

Service : **PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON**
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)

Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04.90.80.41.45
Courriel : ddflp84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **Christel MORAND**
Téléphone : 04.90.80.41.36
Portable : 06.33.29.80.10
Courriel : ...christele.morand@dgfip.finances.gouv.fr
Vos réf. : demande du 17/11/2017 (06177570)
Réf. LIDO : 2017-84072V0471

Le 04/12/2017

L'Administrateur Général des Finances Publiques

Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse

à

M. LE PRÉSIDENT

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISIN

**1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085**

84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : MAISON ET TERRAINS
ADRESSE DU BIEN : CHEMIN DU PIOL À MAZAN (84380)
VALEUR VENALE 697.500€

1 – SERVICE CONSULTANT

AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISIN (COVE)

Laetitia ALLAMANDI

2 –

Date de consultation 17/11/2017

Date de réception 20/11/2017

Demande de renseignements 01/12/2017

Réponse 01/12/2017

Visite 12/05/2016 par Mme GRUSON-DAVID

Date de constitution du dossier "en état" 01/12/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale pour une cession dans le cadre de la commercialisation de la future Zone d'Activités Économique du Piol (implantation d'une activité traiteur / salle de réception).

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : CK 38p à 45p (issues de N 1403, 1221, 1224, 1223, 1222, 1402, 1225 et 1401)

Superficie : 8.800m²

Surface : 290m²

Description du bien :

Bâti : (CK 40, 41, 42 et 44)

Mas (CK 41) édifié sur 2 niveaux avec une extension à l'ouest sur un seul niveau. Construction en 1941 avec rénovation complète en 2003.

Celui-ci comprend :

- **Au RDC :** un hall, une cuisine aménagée donnant sur une terrasse au sud, une arrière-cuisine, une buanderie dans laquelle se trouve la chaudière à gaz à condensation en état de fonctionnement, des toilettes, une grande salle à manger avec cheminée, poutres au plafond, donnant sur la terrasse au sud, un grand salon, un deuxième salon.

Tomettes au sol dans toutes les pièces – Murs peints.

Des traces d'humidité remontent par le sol dans le grand salon.

Il existe également au RDC, au nord, un garage avec, au sous-sol, une petite cave.

- À l'étage : un grand palier avec d'un côté : une chambre, un dressing et une salle de bains avec WC et de l'autre côté : 4 chambres dont 2 avec salles de bains et WC.

Moquette dans le hall et les chambres, carrelage dans les pièces d'eau.

Il a été constaté des fissures au plafond de 2 chambres, outre une poutre également endommagée. Il a également été relevé des traces d'humidité au plafond d'une chambre et dans une salle de bains.

Chauffage au gaz – Simple vitrage côté sud et double vitrage dans les autres pièces.

La fosse septique n'est plus aux normes.

Eau de ville et forage.

La surface utile est de 290 m² selon les plans produits par la COVE. La superficie des dépendances est de 144,87 m²

Ce mas n'est plus habité depuis l'acquisition réalisée par la COVE. La toiture mériterait d'être révisée pour remédier aux problèmes d'humidité relevés au plafond d'une chambre et d'une salle d'eau.

La façade de la maison est en relativement bon état.

Outre ce bâti, il existe également sur la propriété (CK 44) :

- une piscine de 12 m X 6 m, avec une couverture roulante qui a été endommagée, un pool house dont le matériel a été dérobé. L'ensemble est clos par un grillage qui a été cisailé.

- une dépendance dont une partie fermée par un portail et l'autre partie ouverte.

L'accès au mas se fait actuellement par un chemin de terre étroit. A terme, l'accès à cette propriété s'effectuera par la zone d'activités du Piol. Le raccordement aux réseaux s'effectuera également par le blais de la zone d'activités.

D'importants travaux seront à prévoir si le projet retenu dans le cadre de la cession conduit à ce que le bien immobilier soit amené à recevoir du public.

Le jardin dépendant du mas est cadastré CK 42 et 40, il présente avec les parcelles d'assiette des bâtis, une superficie approximative de 3.195m².

Non bâti : (CK 28, 39, 43 et 45)

Il s'agit de parcelles en nature de vignes d'une superficie totale de 5.605m².

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaires : COVE

Origine de propriété : Acquisition du 05/12/2008 (08P8594) au prix de 805.000€

situation d'occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Zone AUC₀ du PLU : elle correspond à l'extension de l'espace économique du Piol. Son urbanisation est autorisée sous la forme d'un aménagement d'ensemble qui réalisera les voies et réseaux divers nécessaires à la zone. Elle est concernée par le risque inondation.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale arrondie est établie à 697.500€ (1.632€/m² pour le bâti et 40€/m² pour le non bâti).

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques de Vaucluse, par délégation,

Le Responsable du Pôle d'Evaluation Domaniale,



Jean-Pierre SALVADOR

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ



1171 Av. du mont-Ventoux - CS 30085
84203 Carpentras Cedex
04.90.67.10.13

©2017

Ministère de l'Économie et des Finances



Cet extrait de plan vous est délivré par :



Service connaissance et
Cartographie du territoire



Acquitté en PREFECTURE le: 19/06/2018

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-27

Objet : Cession d'une camionnette plateau

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement Paca Automobile 84 à Orange ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à l'établissement Paca Automobile 84 à Orange, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 1 547,20 €, hors frais de vente acheteur : Une camionnette plateau de marque Renault B70 immatriculée CV-779-MP (anciennement immatriculée 2470 SY 84) acquis en 1989.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

18 MAI 2018

Publication par affichage le :

18 MAI 2018

Exécutoire le :

18 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-28

Objet : Cession d'un camion ampliroll

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement Christophe Thirion TP à Carcassonne;

Décide

Article 1^{er} : De céder à l'établissement Christophe Thirion TP à Carcassonne, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 12 115,38 €, hors frais de vente acheteur : Un camion ampliroll de marque Renault Midlum immatriculé DL-741-DQ (anciennement immatriculé 2972 WV 84) acquis en 2001.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 1 8 MAI 2018

Publication par affichage le : 1 8 MAI 2018

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,


Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-29

Objet : Cession d'un camion tribenne

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains véhicules ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement M-Auto à Langogne;

Décide

Article 1^{er} : De céder à l'établissement M-Auto à Langogne, via la société Agorastore, le véhicule suivant pour un montant de 21 896,85 €, hors frais de vente acheteur : Un camion tribenne de marque Iveco 100E2018 immatriculé 4990 YZ 84 acquis en 2008.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

**Extrait du registre des décisions du Président
Décision n° 2018-30
Objet : Cession d'un caisson aspire feuilles**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de matériels de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement Desprats à Castelnau Montratier;

Décide

Article 1^{er} : De céder à l'établissement Desprats à Castelnau Montratier, via la société Agorastore, l'engin suivant pour un montant de 2 267,31 €, hors frais de vente acheteur : Un caisson aspire feuilles de marque BMV pour camion ampliroll acquis en 2005.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

9 8 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Publication par affichage le :

9 8 MAI 2018

Exécutoire le :

9 8 MAI 2018

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-31

Objet : Cession d'un tracteur

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de matériels de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, Monsieur Allies Eric à Cavaillon ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à Monsieur Allies Eric à Cavaillon, via la société Agorastore, l'engin suivant pour un montant de 7 840,91 €, hors frais de vente acheteur : Un tracteur de marque Renault Fractus immatriculé 9540 XE 84 acquis en 2002.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 18 MAI 2018

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-32

Objet : Cession d'un tracteur

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de la flotte automobile de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, Monsieur Labastugue Francis à Soustons ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à Monsieur Labastugue Francis à Soustons, via la société Agorastore, l'engin suivant pour un montant de 5 020,98 €, hors frais de vente acheteur : Un tracteur agricole de marque Renault 782M immatriculé 5026 SK 84 acquis en 1986 (bien non inscrit à l'actif immobilisé de la CoVe).

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 18 MAI 2018

Publication par affichage le : 18 MAI 2018

Exécutoire le : 18 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-33

Objet : Cession d'un retourneur d'andains pour compost

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de matériels de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la procédure de vente aux enchères publiques réalisée sur la plateforme spécialisée Agorastore,

Vu l'offre de l'enchérisseur gagnant, l'établissement DMCAR à Mortágua (Portugal);

Décide

Article 1^{er} : De céder à l'établissement DMCAR à Mortágua (Portugal), via la société Agorastore, l'engin suivant pour un montant de 5 000,00 €, hors frais de vente acheteur : Un retourneur d'andains pour compost TBU 3P de marque Willibald acquis d'occasion en 2010.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

18 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018

Publication par affichage le :

18 MAI 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le :

18 MAI 2018

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-34

Objet : Cession d'un tracteur

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président dont l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 50 000 euros,

Vu l'arrêté n° 2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que le renouvellement de matériels de la CoVe nécessite de réformer certains engins ;

Vu la proposition de reprise de la Mairie de Mazan ;

Décide

Article 1^{er} : De céder à la Mairie de Mazan l'engin suivant pour un montant de 28 000,00 € : Un tracteur Axos 310 de marque CLAAS immatriculé AC-930-TA acquis en 2009.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 17 MAI 2018

Publication par affichage le : 17 MAI 2018

Exécutoire le : 17 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-35

Objet : Convention cadre de formation avec le centre national de la fonction publique territoriale – année 2018

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions de l'organe délibérant au Président,

Vu l'arrêté n° 2018/359 du 28 février 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services;

Considérant les besoins de formation des services et des agents de la CoVe,

Considérant que le Centre National de la Fonction Publique Territoriale offre des formations, en dehors des prestations prises en charge dans le cadre de la cotisation légale, en fonction d'une tarification annuelle, qui sont de nature à satisfaire une partie de ces besoins,

Vu le projet de convention cadre du Centre National de la Fonction Publique Territoriale pour l'année 2018, annexée à la présente décision,

Vu l'avis favorable du comité technique de la CoVe du 28 mars 2018,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver et de signer la convention-cadre du Centre National de la Fonction Publique Territoriale pour l'année 2018.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 4 MAI 2018

Publication par affichage le : 4 MAI 2018

Exécutoire le : 04 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 4 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens,
adjoint au directeur général des services,


Christian Forestier



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 4.1.6. autres actes

Acquitté en PREFECTURE le: 04/05/2018



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

**CONVENTION-CADRE DE FORMATION
ANNEE 2018
RC 18**

Vu la loi n° 84-594 du 1^{er} juillet 1984

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Vu la délibération du 5 novembre 2014 relative à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière et la décision du 11 février 2015 fixant le niveau de participation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements.

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CNFPT n° 09/033 du 27 mai 2009 relative à l'ajustement de la délibération n°08/066 du Conseil d'Administration du 25 juin 2008 relative aux formations à l'armement – prise en compte de la nouvelle arme de dotation de la police municipale, le pistolet à impulsion électrique.

ENTRE

Le CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, désigné ci-après par le sigle CNFPT, 80, rue de Reuilly – CS 41232 – 75578 PARIS, représenté par Monsieur Gérard CHENOZ, Délégué du CNFPT Provence-Alpes-Côte d'Azur, Chemin de la Planquette – CS 90578 – 83041 TOULON cedex 9, dûment habilité aux fins des présentes

D'une part,

ET

La collectivité :

Nom et adresse :

Siret :

Numéro d'identifiant inscription en ligne (IEL) :

Représenté(e) par et désigné(e) ci-après par "La Collectivité",
dûment habilité aux fins des présentes

D'autre part,

Entre les deux parties cocontractantes, il a été convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION CADRE DE FORMATION

En réponse aux besoins de formation de la collectivité exprimés, notamment au travers de son plan de formation, le CNFPT propose des actions de formation qui relèvent de son offre. La loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale indique dans le 3^{ème} alinéa de son article 8, que le CNFPT a la possibilité de fixer une participation financière des collectivités au-delà de la cotisation au CNFPT

« (...) Lorsque la collectivité ou l'établissement demande au centre une formation particulière différente de celle qui a été prévue par le programme du centre, la participation financière qui s'ajoute à la cotisation, est fixée par voie de convention ».

Acquitté en PREFECTURE le: 04/05/2018



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS CONCERNEES

Les actions visées à l'article 1 peuvent revêtir des formes diverses :

2.1 Les actions de formation spécifiques dites « intra »

La Loi du 19 février 2007 rappelle l'obligation faite aux employeurs territoriaux de se doter d'un plan de formation et de le communiquer au CNFPT.

Dans ce cadre et pour faciliter le développement de la formation en Paca, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, à jour de leur cotisation, dotés d'un plan de formation finalisé ou en cours d'élaboration, et ayant contractualisé un partenariat de formation professionnel territorialisé (PFPT), ont la possibilité de demander au CNFPT l'organisation de stages « intra » à destination de leurs agents.

Plusieurs actions peuvent être mises en œuvre au titre de ce dispositif :

1/ L'intra dit « standard » ou « intra catalogue » correspond aux actions mises en œuvre à la demande des collectivités à partir d'un référentiel prescrit dans le répertoire du CNFPT (objectif, contenus, jours). Ces référentiels peuvent correspondre à des stages proposés par la délégation Paca mais également par d'autres délégations. Il est à noter que, compte tenu de ses objectifs stratégiques, le CNFPT souhaite minimiser, autant que faire se peut, ce type d'intra et, progressivement se concentrer uniquement sur les intra sur mesure décrites ci-après.

2/ L'intra sur mesure est une action de formation qui regroupe plusieurs agents d'une même collectivité, ou plusieurs agents de différentes collectivités (union de collectivité). Elle peut correspondre à un stage du répertoire qui nécessite d'être contextualisé ou à une demande très personnalisée, adaptée aux souhaits précis. Dans ce cas, un cahier des charges de la demande doit être produit par la collectivité.

3/ L'accompagnement de projet est sollicité par la collectivité pour conduire un ensemble d'actions de formation entreprises dans le but de répondre à un besoin défini dans des délais fixés. Le projet se caractérise par son côté relativement inédit et unique, multidimensionnel, complexe et stratégique. Il requiert une phase diagnostic essentielle devant permettre de définir : les contextes, finalités, objectifs, contraintes, conditions de réussite, publics cibles.

La réponse de l'établissement sera formalisée en dispositif déclinant des actions.

Ces actions doivent être calibrées en fonction des objectifs visés et des publics : formation, formation-action, accompagnement collectif, ateliers, séminaires...

2.2 Autres formations

- **Les actions de formation du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail**
 - Formation réglementaire des agents membres des CHSCT
 - Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice
 - Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES)
- **Les actions de formation du domaine des langues** (hormis les formations en langue régionale dont le financement est mis en œuvre sans participation financière à la condition qu'il existe une charte ou toute autre forme de déclaration prévoyant la formation des agents territoriaux à l'usage de cette langue régionale) (hormis les formations à l'anglais professionnel destinées aux sapeurs-pompiers professionnels)
- **Les formations Tremplin** (pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie C)
- **Les formations Tremplin et du domaine de la remise à niveau** (Ingénieur interne) (pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie B et A)
- **Les actions d'accompagnement individuel** (bilan professionnel, accompagnement personnalisé) et hormis la VAE qui ne donne pas lieu à participation financière.



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

- **Les actions de formation hors programme diplômantes ou conduisant à une certification** (hormis pour les formations permettant d'accéder à un titre délivré par le CNFPT)
- **Les actions de formation au bénéfice de personnes qui ne relèvent pas de la compétence du CNFPT** (hors « contrats aidés »)
- **Autres formations diverses** relevant des activités de l'établissement avec participation financière
- **Les formations continues obligatoires de la filière police municipale y compris les formations à l'armement.**

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES DE LA COLLECTIVITE

3.1 Les intra

- Actions de formation « **intra standard** » du programme de l'établissement :
Ces actions sont réalisées sur la cotisation sous réserve de la constitution d'un groupe d'au moins 15 agents au regard du plan de formation de la collectivité transmis au CNFPT et d'un PFPT.

Dans l'hypothèse où la session de formation :

- ne comprendrait finalement qu'un effectif inférieur au seuil de 15 stagiaires (sauf accord écrit préalable signé par le CNFPT sur ce point), chaque place non occupée en-deçà de ce seuil (du fait de l'absence du stagiaire inscrit) donne lieu à une participation financière au tarif délibéré par le conseil d'administration du CNFPT par jour et par place non occupée.
- serait annulée du fait de la collectivité ou de l'établissement public bénéficiaire, une participation financière est demandée :
 - ✓ si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de formation : la collectivité prend à sa charge 50 % du montant fixé dans la proposition pour engagement signée par les deux parties
 - ✓ si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de l'action : la collectivité prend à sa charge 100 % du montant fixé dans la proposition pour engagement signée par les deux parties
- Actions de formation « **intra sur mesure** » (Annexe I)
Ces actions seront réalisées avec participation financière de la collectivité sur la base de la grille des participations financières en vigueur.
- Actions en « intra » d'accompagnement de projets (annexe I)

La mise en œuvre de ces actions est arrêtée sur la base d'une « proposition pour engagement » signée par les deux parties valant engagement de participation financière de la part de la collectivité. La signature de l'autorité territoriale vaut acceptation de l'action et engagement de participation financière correspondante.

3.2 Les autres formations

Les niveaux de participation financière des actions de formation payantes sont annexés à la présente. (Annexe II)



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT

Le CNFPT établira les titres de recettes correspondant aux formations dispensées.

Le titre de recettes formant « avis de somme à payer » indique les références de la convention et la somme due au titre des actions réalisées. Il sera transmis à la collectivité par l'agent comptable accompagné d'un décompte ou mémoire récapitulant l'intitulé des formations, les dates et noms des participants.

Le règlement s'effectuera par voie de mandatement et par virement au compte identifié comme suit :

Nom et adresse : CNFPT - 80, rue de Reuilly – CS 41232 – 75578 PARIS

Titulaire du Compte : Agence comptable du CNFPT

Domiciliation du Compte : Recette Générale des Finances de Paris

Code Banque : 10071 **Code Guichet :** 75000

N° de Compte : 00001005162 **Clé RIB :** 17

ARTICLE 5: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31 mars 2019.

ARTICLE 6 : COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Tout litige pouvant résulter de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

COLLECTIVITE		CNFPT
Nom de l'autorité territoriale	Signature	Signature L'Ordonnateur, Pour le Président et par délégation Gérard CHENOZ Délégué du CNFPT Provence-Alpes-Côte d'Azur Adjoint au Maire de Marseille



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

ANNEXE I

PARTICIPATIONS FINANCIERES 2018 DES ACTIONS DE FORMATION PAYANTES

INTRA SUR MESURE ET ACCOMPAGNEMENT DE PROJET

ACTIONS DE FORMATIONS INTRA SUR MESURE

Principe du calcul de la participation financière :

Le niveau de la participation financière est fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations en marchés publics.

CATEGORIE	Participation financière
Niveau 1	400 €/jour/groupe
Niveau 2	600 €/jour/groupe
Niveau 3	800 €/jour/groupe
Niveau 4	1 000 €/jour/groupe
Niveau 5	1 200 €/jour/groupe

ACTIONS DE FORMATIONS INTRA D'ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

CATEGORIE	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

ANNEXE II

PARTICIPATIONS FINANCIERES 2018 DES ACTIONS DE FORMATION PAYANTES

AUTRES FORMATIONS

Remise à niveau	
Tremplin pour les préparations aux concours et examens catégorie C à compter du 21 ^{ème} jour de préparation	50€ / jour/stagiaire
Tremplin pour les préparations aux concours et examens catégories A et B et mise à niveau interne Ingénieur territorial à compter du 11 ^{ème} jour de préparation	50€ / jour/stagiaire
Les formations en langue	
Formation en langue par groupe par jour	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée via un marché par le CNFPT ou au coût de l'intervention en régie.
Formation en langue par stagiaire par jour	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus, divisé par huit.
Actions d'accompagnement individuel (bilan professionnel, accompagnement ...)	
Accompagnement individuel	100 € /heure/stagiaire
Agents externes à la fonction publique territoriale	
Préparation aux concours	80€ /jour/stagiaire
Formation continue (tous stages)	150 € /jour/stagiaire



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Hygiène et sécurité	
Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité CACES	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au cout TTC facturé par le prestataire retenu sur marché divisé par 8 ou bien le cout de l'intervention si l'action se fait en régie divisé par 8 Tarif groupe : entre 400 et 1200€ par jour
Formation réglementaire des agents membres des CHSCT	60 € /jour/stagiaire Tarif groupe : entre 400 et 1200€ par jour
Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice.	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au cout TTC facturé par le prestataire retenu sur marché divisé par 8 ou bien le cout de l'intervention si l'action se fait en régie divisé par 8 Tarif groupe : entre 400 et 1200€ par jour
Action de formation diplômantes ou conduisant à une certification (hormis pour les formations permettant d'accéder à un titre délivré par le CNFPT)	
Par groupe	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marché ou au coût de l'intervention en régie
Par stagiaire	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus divisé par huit.



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Police municipale

Formation continue dispensée en cours de carrière (FCO)	125 € /jour/stagiaire
---	-----------------------

Formation préalable à l'armement

Cas 1 : dispositif national avec localisation des formations dans une école de la police nationale et une prise en charge de la restauration et de l'hébergement des stagiaires par le CNFPT en fonction de la durée de la formation

Cas 2 : dispositif régional mis en place pour une ou plusieurs collectivités quand il existe une structure agréée par la police nationale à proximité de la ou des collectivités. Le CNFPT prend en charge uniquement la restauration des stagiaires

Cas 3 : dispositif local mis en place pour une collectivité disposant des ressources et moyens nécessaires pour organiser ces formations en intra (2 moniteurs en maniement des armes au moins, un stand de tir aux normes)

	Cas 1	Cas 2	Cas 3
Environnement juridique (tronc commun)	468 € /stagiaire	390 € /stagiaire	126 € / stagiaire
Lanceur de balles de défense	60 € /stagiaire	60 € /stagiaire	
4 ^{ème} catégorie	1237.50 € / stagiaire	1012.50 € / stagiaire	
Pistolet à impulsion électrique	288 € /stagiaire	240 € /stagiaire	
Option TONFA	468 € /stagiaire	378 € /stagiaire	

Séances d'entraînement

Cas 1 : entraînement pour une commune ne disposant pas de moniteur en maniement des armes

Cas 2 : entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource et ayant un stand de tir avec lequel existe une convention d'utilisation

Cas 3 entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource mais ne disposant pas d'un stand de tir

Cas 4 entraînement pour les communes ne disposant pas d'un moniteur en maniement des armes et lié par convention avec un stand de tir

Cas 1	180 € /stagiaire/séance
Cas 2	10 € /stagiaire/séance
Cas 3	120 € /stagiaire/séance
Cas 4	60 € / stagiaire/séance



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Proposition pour engagement

Formation INTRA SUR MESURE ET/OU ACCOMPAGNEMENT DE PROJET

Convention 2018 : <input type="text" value="RC18"/>	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tél personne à contacter :
Demande 2018 : <input type="text" value="18"/>	
Code service <input type="text"/>	

Action demandée : ☐ par une collectivité ☐ par plusieurs collectivités

INTITULE(S) FORMATION(S)	DATES		CODE ACTION	NBRE JOURS	NBRE AGENTS PREVU
	Du	Au			

Durée de l'accompagnement en ½ journée	Prestation d'accompagnement de projet : Tarif appliqué en ½ journée	Durée de la formation intra sur mesure	Tarif / groupe / jour appliqué ¹	Montant global de la participation
	<input type="checkbox"/> 250 € <input type="checkbox"/> 400 € <input type="checkbox"/> 600 €		<input type="checkbox"/> 400 € <input type="checkbox"/> 600 € <input type="checkbox"/> 800 € <input type="checkbox"/> 1000 € <input type="checkbox"/> 1200 €	

Fait à La Garde, le

Pour le Délégué empêché
 Laurent BASSO
 Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
 du CNFPT

Fait à , le

Bon pour accord,
 Nom et fonction de l'autorité
 territoriale



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Proposition pour engagement

Formation INTRA PROGRAMME

Convention 2018 : <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">RC18</div>	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tel personne à contacter :
Demande 2018 : <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">18</div>	
Code service <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;"></div>	

Action demandée : ☐ par une collectivité ☐ par plusieurs collectivités

Intitulé	Dates		CODE ACTION	Nombre de jours	Nombre d'agents
	Du	Au			

Participation financière de la collectivité dans les situations suivantes :

- ☐ En cas d'absentéisme des stagiaires aux actions en intra programme :
- Toute action, pour laquelle il sera constaté, a posteriori, un effectif de stagiaires inférieur à 15 ou au seuil fixé par convention le 1^{er} jour de l'action, fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes du montant de la participation, soit :
- le tarif délibéré par le conseil d'administration du CNFPT X le nombre d'absents X le nombre de jour.

Le constat du nombre de stagiaires présents sera effectué au moyen de la feuille d'émargement

- ☐ En cas d'annulation tardive par la collectivité des actions en intra programme :
- Lorsque l'annulation intervient moins d'un mois avant le 1^{er} jour de l'action, la collectivité prend à sa charge 50 % du coût total de la participation financière, soit €
- Lorsque l'annulation intervient moins de huit jours francs avant le 1^{er} jour de l'action, la collectivité prend à sa charge 100 % du coût total de la participation financière, soit €.

Toute formation commencée est due en totalité.



Délégation de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Durée de la formation (Nombre de jours)	Tarif / groupe / jour appliqué	Montant global de la participation
	<input type="checkbox"/> 400 € <input type="checkbox"/> 600 € <input type="checkbox"/> 800 € <input type="checkbox"/> 1000 € <input type="checkbox"/> 1200 €	

Fait à La Garde, le

Pour le délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
du CNFPT

Fait à le
Bon pour accord,

Nom et fonction de l'autorité territoriale

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président
Décision n° 2018-36

Objet : cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente de la parcelle cadastrée bk n°1077 du site du marché gare - commune de Carpentras

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions de l'organe délibérant au Président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu l'avis de France Domaine du 12 juillet 2017,

Vu l'arrêté de permis d'aménager n° PA 08403117C0002 en date du 23 mai 2017 secteur dit Durbesson sur Carpentras,

Considérant la parcelle cadastrée section BK n°1077 d'une contenance d'environ deux mille cent sept mètres carrés (2107m²),

Vu le projet d'acte authentique réitérant les accords, établi par Maître Stéphanie JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras,

Décide

Article 1 : De signer l'acte authentique de vente portant sur la cession avec M. Nacime BOUAÏTA ou toute personne physique ou morale qui s'y substituerait dans le cadre du projet de salle de réception, du lot n°1 du lotissement Durbesson site du «marché gare» correspondant à la parcelle cadastrée section BK n°1077 d'une contenance d'environ deux mille cent sept mètres carrés (2107m²), sur la commune de Carpentras,

Article 2 : De réaliser cette vente pour un montant total de cent seize mille trois cent six euros et quarante centimes (116 306,40 €), la taxe sur la valeur ajoutée s'élève à dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-quatre euros et quarante centimes (19 384,40 €),

Article 3 : De donner tout pouvoir au Président ou à son représentant à effet de signer l'acte authentique de vente,

Article 4 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 11 MAI 2018

Publication par affichage le : 11 MAI 2018

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 11 mai 2018
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature :3.2.2 Domaine et patrimoine – Aliénations – Autres cessions

Acquitté en PREFECTURE le: 11/05/2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE

Pôle Gestion publique

Service du Domaine

Adresse : Cité administrative, avenue du 7ème Génie

BP 31091

84097 AVIGNON CEDEX 9

courriel : ddfip84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

Téléphone : 04 90 80 41 46

Courriel : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2017-031V0523

Le 12 juillet 2017

L'Administrateur Général des Finances Publiques
Directeur départemental des Finances Publiques

à

M. le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : LOTS DE TERRAINS À BÂTIR DESTINÉS À DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

ADRESSE DU BIEN : AVENUE DES MARCHÉS, SITE DU MARCHÉ-GARE À CARPENTRAS

VALEUR VÉNALE : 46 €/m²

1 – SERVICE CONSULTANT : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Laëtitia ALLAMANDI, service aménagement de l'espace et stratégie foncière

2 – Date de consultation

: 5 juillet 2017

Date de réception

: 5 juillet 2017

Date de visite

: site connu de l'évaluatrice

Date de constitution du dossier « en état »

: 5 juillet 2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'actualisation d'une estimation destinée à permettre la commercialisation de lots de terrains à bâtir par le consultant.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BK n° 416 (2.307 m²), BK n° 418 (163 m²) et BK n° 1074 (86.198 m²)

Superficie : 6.862 m², emprise à détacher des parcelles précitées.

Il s'agit de cinq lots de terrains à bâtir situés au Sud du Marché-Gare de CARPENTRAS en bordure du chemin de Saint-Gens au sein d'un lotissement destiné aux activités tertiaires.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : COVE

Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

Occupation : Libre

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

PLU de la commune de CARPENTRAS

Zone UE : zone d'accueil d'activités industrielles, artisanales et commerciales.

Caractéristiques des terrains non réglementées. Marge de recul des bâtiments de 10 m par rapport aux voies et emprises publiques. Distance des bâtiments par rapport aux limites séparatives d'au moins 5 m. L'emprise au sol maximale admise est fixée à 60 %.

La hauteur des constructions est limitée à 20 m.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode d'évaluation par comparaison directe qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale des lots de terrains à bâtir est estimée à 46 €/m².

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domainc serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,

L'inspectrice évaluatrice



Alexia GRUSON-DAVID

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Acquitté en PREFECTURE le: 11/05/2018

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-37

Objet : Demande de subvention pour la création d'une déchèterie à Carpentras

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, en particulier en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et assimilés,

Vu la délibération de la CoVe n°90-15 du 29 juin 2015 relative à la contractualisation du Territoire Ventoux, dont la CoVe, avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET),

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet de création d'une déchèterie à Carpentras,

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération s'élève à 820 352,80€ HT,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

Région - CRET 2015-2017	285 000,00€	35%
CoVe	535 352,80€	65%
Total	820 352,80€	100%

Décide

Article 1^{er} : De solliciter auprès de tous les financeurs potentiels les subventions les plus élevées possibles pour la création d'une déchèterie à Carpentras, notamment auprès de la Région PACA dans le cadre du CRET Ventoux.

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur les comptes COP - 1322 - 8125AP1

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

Acquitté en PREFECTURE le: 15/05/2018

Transmis en Préfecture le : 15 MAI 2018

Publication par affichage le : 15 MAI 2018

Exécutoire le : 15 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 14 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

Acquitté en PREFECTURE le: 15/05/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-38

Objet : Demande de subvention pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras à vocation économique

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération de la CoVe n°90-15 du 29 juin 2015 relative à la contractualisation du Territoire Ventoux, dont la CoVe, avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET),

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet d'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras en un écosystème numérique "La Gare numérique",

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération sous maîtrise d'ouvrage CoVe s'élève à 2 300 733,45€ HT,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

RESSOURCES		
ETAT - FNADT	337 588	14%
ETAT - DETR 2018	250 000	11%
REGION - CRET 2015-2017	617 836	27%
Réserve ministérielle	40 000	2%
Total aides publiques	1 245 424,00	54%
Autofinancement CoVe	1 055 309,45	46%
Dont	38 460,00	
CFE / AN	11 500	
LOYER / AN	27 408	
Assurance du bâtiment / AN	-448	
Total € HT	2 300 733,45	100%

Considérant la circulaire relative à la DETR dans laquelle sont précisées les catégories d'opérations susceptibles d'être subventionnées, leur taux de subvention et le montant des dépenses plafonnées à 700 000€ pour les projets estimés entre 700 000€ et 2 500 000€ HT, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

RESSOURCES		
ETAT - FNADT	102 711	15%
ETAT - DETR 2018	250 000	36%
REGION - CRET 2015-2017	187 977	27%
Réserve ministérielle	12 170	2%
Total aides publiques	552 858,55	80%
Autofinancement CoVe	147 141,45	20%
Dont	38 460,00	
CFE / AN	11 500	
LOYER / AN	27 408	
Assurance du bâtiment / AN	-448	
Total € HT	700 000,00	100%

Décide

Article 1^{er} : De solliciter auprès de tous les financeurs potentiels les subventions les plus élevées possibles pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras, notamment auprès de l'Etat dans le cadre du FNADT et de la DETR, de la réserve ministérielle et de la Région PACA dans le cadre du CRET.

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur les comptes COP-1311 et 1312 - 90 3AP1.

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 15 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 14 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Publication par affichage le : 15 MAI 2018

Exécutoire le :


Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-39

Objet : Déclaration préalable de travaux à l'école ERPI de Modène

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 du 9 février 2018, portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la demande de déclaration préalable pour la réalisation de travaux sur l'école ERPI, conformément à l'agenda d'accessibilité programmé voté par délibération n°209-15 du 14 décembre 2015,

Décide

Article 1^{er} : D'autoriser le président à signer la demande de déclaration préalable de travaux portant sur la mise aux normes accessibilité de l'école ERPI de Modène, prévue dans l'Ad'Ap de la CoVe,

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

18 MAI 2018

Fait à Carpentras, le 18 mai 2018

Publication par affichage le :

18 MAI 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le :

18 MAI 2018

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-42

Objet : Mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association de l'amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence au titre des actions éducatives en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 38-13 du 25 mars 2013 définissant l'intérêt communautaire l'école RPI La Roque Alric-Le Barroux-Suzette et le transfert intervenu au 1er septembre 2013 de l'école du village de Le Barroux ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 du 9 février 2018 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant la demande formulée par l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux consistant à disposer du rez-de-chaussée et de la cour de l'école intercommunale située Chemin Neuf, 84330 Le Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI,

Vu le projet de convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale de Le Barroux au bénéfice de l'association de l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux ;

Décide

Article 1^{er} : De signer la convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale du Barroux au bénéfice de l'association de l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale du Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI,

Article 2 : De consentir l'autorisation d'occupation de la cour de l'école à titre gratuit, pour la journée du 30 juin et la matinée du 1er juillet 2018,

Article 3 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 23 mai 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 3.5.3 – Domaine et patrimoine – Actes de gestion du domaine public – Autres mises à disposition

Acquitté en PREFECTURE le: 01/06/2018

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
AU BÉNÉFICE DE L'AMICALE LAÏQUE DES PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ÉCOLE
INTERCOMMUNALE DU BARROUX**

Entre les soussignés:

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la CoVe, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras Cedex, ci-après désignée « la CoVe représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé par décision n°2018-42, prise en vertu d'une délégation d'attribution du Conseil de Communauté en date du 9 février 2018, ci- après désignée « la CoVe »

d'une part,
et

l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école RPI du Barroux, représentée par son Président en exercice, Monsieur Cédric TOMASINI, dont le siège est situé 3, place Philemon Piquet, 84330 Le Barroux, ci-après désignée « l'association »,

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit:

L'association a sollicité la CoVe pour disposer du rez- de- chaussée dans l'enceinte de l'école RPI du Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI.

ARTICLE 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par la CoVe, à titre gratuit de la cour, du hall, des classes et des toilettes de l'école RPI du Barroux dont elle est gestionnaire au bénéfice de l'association afin de la soutenir dans la poursuite de ses objectifs.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe. Elle est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2: Durée

La présente convention rendue exécutoire sera conclue pour la journée du 30 juin 2018 et la matinée du 1^{er} juillet 2018.

ARTICLE 3: Etat des locaux

L'association prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant les bien connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Acquitté en PREFECTURE le: 01/06/2018

ARTICLE 4: Conditions d'utilisation et destination des locaux

La cour, le hall, les classes et les toilettes de l'école, objets de la présente convention, seront utilisés par l'association pour organiser la kermesse de fin d'année des enfants de l'école RPI.

Préalablement à l'utilisation des lieux, l'association devra avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engager à les appliquer ; avoir procédé avec le directeur d'école à une visite des lieux et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.

L'utilisation des lieux se fera obligatoirement en la présence d'au moins un représentant de l'association et sous la responsabilité de l'association. L'association, ses membres et le public accueilli dans les la cour de l'école devront respecter les règles d'ordre public, d'hygiène et de sécurité. Il est notamment rappelé qu'il est strictement interdit de fumer dans les espaces ouverts de l'école. Il en est de même pour les boissons alcoolisées, strictement prohibées dans l'enceinte.

Pendant la durée de chaque mise à disposition, l'association contrôle les entrées et les sorties du public, veille au gardiennage et à l'interdiction d'accès par le public des autres parties de l'ERPI, et de manière générale à faire respecter par tous les règles de sécurité.

Les parties conviendront également des modalités de restitution des lieux, étant ici considéré que leur destination première, à savoir l'accueil des enfants par le service public de l'éducation nationale, sera impérativement respectée. **En particulier, l'ensemble des lieux sera restitué dans un état de rangement et de propreté totale.**

ARTICLE 5: Obligations de l'association

5.1. Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association déclare :

- Avoir souscrit une police d'assurance conformément à l'article 6 ci-après.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engager à les appliquer.
- Avoir procédé avec le directeur d'école à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.
- Avoir constaté avec le directeur d'école l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

5.2. Au cours de l'utilisation des locaux, l'association s'engage:

- À en assurer le gardiennage.
- À contrôler les entrées et les sorties des participants.
- À faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- Assurer le nettoyage des locaux utilisés et des voies d'accès.
- À réparer ou indemniser la CoVe pour les dégâts matériels éventuellement commis.

ARTICLE 6: Assurances

La CoVe déclare que les locaux mis à disposition sont assurés, en sa qualité de gestionnaire.

L'association s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa

qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction ou la remise en état des locaux. L'association devra s'acquitter du paiement de toute prime et en justifier à première demande.

ARTICLE 7: Responsabilité, recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers à la présente convention des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres et préposés.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 8: Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits par l'association, toute cession de droits en résultant est interdite. De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux objets de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 9: Dénonciation, résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations contenues dans la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant une mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 10: Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait àle.....
en deux exemplaires.

Pour la CoVe,
pour le Président et par délégation
le directeur général des services,

Pour l'association,
Le Président,

Laurent MARTEAU

Cédric TOMASINI

Acquitté en PREFECTURE le: 01/06/2018

Nomenclature : 2.2.1. Droit d'occupation et d'utilisation des sols
Permis de construire

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT

Affiché le : 23 MAI 2018

Rendu exécutoire le :

23 MAI 2018

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE
N°2018- 43

OBJET : DEPOT D'UN PERMIS D'AMENAGER MODIFICATIF POUR LE LOTISSEMENT DURBESSON

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil de communauté n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions au président,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,


Considérant l'arrêté de permis d'aménager PA08403117C0002 du 23 mai 2017,

Considérant la nécessité d'apporter des modifications à cette autorisation d'urbanisme,

D É C I D E

Article 1 : D'autoriser la demande de permis d'aménager modificatif pour le lotissement d'activité Durbesson sur le site du marché gare de Carpentras.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 23 MAI 2018
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau

Acquitté en PREFECTURE le: 23/05/2018

République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-45

Objet : Demande de subvention pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras à vocation économique

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération de la CoVe n°90-15 du 29 juin 2015 relative à la contractualisation du Territoire Ventoux, dont la CoVe, avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET),

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°30-18 en date du 5 février 2018 portant délégation d'attributions au Président, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Considérant le projet d'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras en un écosystème numérique "La Gare numérique",

Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération s'élève à 3 026 942,00€ HT,

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

POSTES DE DEPENSE		RESSOURCES	
LOT 0 CURAGE	26 500,00 €	ETAT - FNADT	337 588,00 € 11%
LOT 1 VRD	335 716,00 €	ETAT - DSIL 2018	200 080,87 € 7%
LOT 2 GROS-ŒUVRE	624 000,00 €	ETAT - DETR 2018	250 040,00 € 8%
LOT 3 STRUCTURES METALLIQUES	293 000,00 €	REGION - CRET 2015-2017	617 836,00 € 21%
LOT 4 MÉTALLERIE / SERRURERIE / AGENCEMENT	418 900,00 €	Réserve ministérielle	40 000,00 € 1%
LOT 5 MENUISERIE BOIS - AGENCEMENT	263 850,00 €	Sous-total des aides publiques	1 445 544,87 € 48%
LOT 6 CLOISONS-FAUX-PLAFONDS / PEINTURE	372 866,00 €	CoVe / Ville de Carpentras	1 389 097,13 € 46%
LOT 7 CVC / PLOMBERIE	369 110,00 €	Recettes générées par le projet	192 300,00 € 6%
LOT 8 CFO / CFA	305 000,00 €	<i>dont</i>	
LOT 9 SIGNALÉTIQUE	18 000,00 €	CFE / 5 ANS	57 500,00 €
		LOYER / 5 ANS	137 040,00 €
		Assurance du bâtiment / 5 ANS	-2 240,00 €
		Sous-total autofinancement	1 581 397,13 € 52%
TOTAL HT	3 026 942,00 €	TOTAL	3 026 942,00 € 100%

Considérant la circulaire relative à la DETR dans laquelle sont précisées les catégories d'opérations susceptibles d'être subventionnées, leur taux de subvention et le montant des dépenses plafonnées à 700 000€ pour les projets estimés entre 700 000€ et 2 500 000€ HT, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

RESSOURCES		
ETAT - FNADT	78 069,42 €	11%
ETAT - DSIL 2018	46 270,00 €	7%
ETAT - DETR 2018	250 040,00 €	36%
REGION - CRET 2015-2017	142 878,59 €	20%
Réserve ministérielle	9 250,26 €	1%
Sous-total des aides publiques	526 508,27 €	75%
CoVe / Ville de Carpentras	129 021,11 €	19%
Recettes générées par le projet	44 470,62 €	6%
<i>dont :</i>		
CFE / 5 ANS	13 297,25 €	
LOYER / 5 ANS	31 691,39 €	
Assurance du bâtiment / 5 ANS	-518,01 €	
Sous-total autofinancement	173 491,73 €	25%
TOTAL	700 000,00 €	100%

Décide

Article 1^{er} : De solliciter auprès de tous les financeurs potentiels les subventions les plus élevées possibles pour l'aménagement de l'ancienne gare de Carpentras, notamment auprès de l'Etat dans le cadre du FNADT, de la DETR et de la DSIL (exercice 2018), de la réserve ministérielle et auprès de la Région PACA dans le cadre du CRET.

Article 2 : De préciser que la recette correspondante sera imputée sur les comptes COP-1311 et 1312 - 90 3AP1.

Article 3 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait à Carpentras, le 06.06.18
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature : 7.5.1. Demande de subvention

Acquitté en PREFECTURE le: 06/06/2018

**République Française
Département de Vaucluse
Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**

Extrait du registre des décisions du Président

Décision n° 2018-47

Objet : Permis de démolir le mas cadastré CC 0001 sis sur la ZA du PIOL à Mazan

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, la CoVe,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°30-18 du 9 février 2018, portant délégation d'attributions au président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté n°2014-1297 du 24 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu la délibération 30-17 du 6 février 2017, confirmant la poursuite du projet d'aménagement de l'espace économique du Piol,

Vu la demande de permis de démolir motivée à des fins économiques pour l'aménagement de cet espace,

Décide

Article 1^{er} : D'approuver le dépôt de la demande de permis de démolir du mas cadastré CC 0001 sur la zone du Piol à Mazan,

Article 2 : Le directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 06 JUIL 2018,

Fait à Carpentras, le 21 juin 2018

Publication par affichage le : 06 JUIL 2018

pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Exécutoire le : 06 JUIL 2018

Laurent Marteau



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.